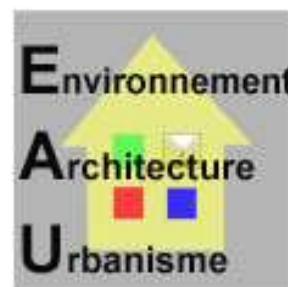


COMMUNE DE CASTRES-GIRONDE

PLAN LOCAL D'URBANISME



Valérie LE GOFF
Architecte dplg

78 rue Judaïque
33000 BORDEAUX

05 56 52 82 18

legoff.eau@gmail.com



Rapport de présentation

1

1.2- ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

prescrit par délibération du Conseil Municipal du 4/12/2008
arrêté par délibération du Conseil Municipal du 26/06/2012
approuvé par délibération du Conseil Municipal du 17/06/2013
publié le



32 rue du Prêche
33130 BEGLES

05 56 49 59 78

francoise.gross@wanadoo.fr

Sommaire

1. L'environnement physique de la commune	4
1.1 Géologie et relief	4
1.1.1 Géologie.....	4
1.1.2 Relief.....	4
1.1.2 Relief.....	5
1.1.3 Hydrogéologie	5
1.2 Climat	6
1.3 Hydrographie.....	7
1.3.1. <i>La Garonne</i>	8
1.3.2. <i>Le Gat Mort</i>	10
1.3.3. <i>Le ruisseau de Pomarède</i>	10
1.4 Occupation du sol sur la commune.....	11
2. Biodiversité et milieux naturels	16
2.1 Les zonages règlementaires de protection des milieux sur la commune : les sites Natura 2000	16
2.1.1 Le site FR7200700 « <i>La Garonne</i> ».....	17
2.1.2 Le site FR7200797 « <i>Réseau hydrographique du Gat Mort et du Saucats</i> ».....	19
2.2 Les zones humides.....	26
2.3 Les corridors ou continuités écologiques (trames vertes et bleues).....	28
2.3.1 <i>Définition et généralités</i>	28
2.3.2 <i>Identification des corridors écologiques à préserver sur la commune</i>	30
2.4 Les autres milieux d'intérêt écologique.....	31
3. Les ressources naturelles et leur gestion	34
3.1 La gestion de l'eau	34
3.1.1 <i>Alimentation en eau potable (A.E.P.)</i>	34
3.1.2 <i>Gestion des eaux usées</i>	39
3.1.3 <i>Gestion des eaux de ruissellement</i>	43
3.2 Les richesses du sol et sous-sol	43
3.2.1 <i>Les matériaux exploitables</i>	43
3.2.2 <i>La qualité agronomique du territoire communal</i>	44
4. Les pollutions et nuisances	47
4.1 Les déchets.....	47
4.2 Nuisances sonores.....	49
4.3 Nuisances olfactives	50

4.4 Pollution des sols.....	50
4.5 Pollutions des milieux aquatiques.....	50
4.6 Qualité de l'air	52
5. Les risques majeurs.....	53
5.1 Les risques naturels.....	53
5.1.1 <i>Le risque inondation</i>	53
5.1.3 <i>Le risque incendie</i>	57
5.1.4 <i>Le risque sismique</i>	58
5.1.4 <i>Le risque sismique</i>	59
5.2 Les risques technologiques.....	59
5.2.1 <i>Installations classées pour la protection de l'environnement</i>	59
5.2.2 <i>Anciens sites industriels</i>	59
5.2.3 <i>Risque lié au transport de matières dangereuses (TMD)</i>	59
6. Récapitulatif des enjeux de la commune	60

1.1.2 Relief

Le territoire communal se caractérise par une topographie qui s'accroît régulièrement du nord (basse vallée de la Garonne) vers le sud (moyenne vallée).

On distingue deux unités topographiques :

1. les basses vallées de la Garonne et du Gât Mort qui se situent à une altitude moyenne de 6 m NGF et qui constituent les points bas de la commune au Nord et à l'Ouest.

La basse vallée de la Garonne est située en zone inondable. Elle est étroite sur la commune, puisque la topographie s'élève brutalement de 10 m au niveau de la voie ferrée.

La vallée du Gât Mort, relativement ouverte, est caractérisée par des pentes plus douces.

2. Le plateau situé à l'est de la RD 219 et au sud de la RD 1113 qui culmine à 29 m NGF.

La topographie sur la rive gauche de la vallée de la Garonne détermine le sens d'écoulement des eaux pluviales d'est en ouest et du sud vers le nord, l'exutoire étant constitué du réseau hydrographique situé en fond de vallée.

1.1.3 Hydrogéologie

Plusieurs aquifères circulent dans le sous sol de la commune.

Les nappes libres sont alimentées principalement par les précipitations. Les nappes captives situées plus en profondeur sont alimentées par les précipitations mais également par drainage vertical (transfert vertical d'eau lent mais significatif induit par le différentiel de pression des différents aquifères). Leur recharge est beaucoup plus lente.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Adour Garonne du 31/12/2010 (SDAGE) poursuit un objectif de bon état quantitatif et chimique des eaux souterraines en 2015 (dérogations possibles pour 2021 et 2027).

Il répertorie sur le territoire de Castres sur Gironde huit masses d'eau souterraines.

L'état et les objectifs de bon état relatifs à ces masses d'eau sont décrits dans le tableau suivant.

Masses d'eau	Type	Etat quantitatif	Etat chimique	Cause dégradation	Objectif état global	Objectif état quantitatif	Objectif état chimique
FRFG047 Sables plio-quaternaires du bassin de la Garonne région hydro o et terrasses anciennes de la Garonne	Dominante sédimentaire non alluviale Etat hydraulique majoritairement libre	Bon	Bon	-	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015
FRFG062 Alluvions de la Garonne aval	Alluviale Etat hydraulique majoritairement captif	Bon	Mauvais	Pesticides	Bon état 2021	Bon état 2015	Bon état 2021
FRFG071 Sables, graviers, galets et calcaires de l'éocène nord AG	Dominante sédimentaire non alluviale Etat hydraulique majoritairement captif	Mauvais	Bon	test balance "recharge/ prélèvements " médiocre	Bon état 2021	Bon état 2021	Bon état 2015
FRFG072 Calcaires du sommet du crétacé supérieur captif nord-aquitain	Dominante sédimentaire non alluviale Etat hydraulique	Mauvais	Bon	test balance "recharge/ prélèvements " médiocre	Bon état 2021	Bon état 2021	Bon état 2015

	majoritairement captif						
FRFG073 Calcaires et sables du turonien coniacien captif nord-aquitain	Dominante sédimentaire non alluviale Etat hydraulique captif	Bon	Bon	-	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015
FRFG075 Calcaires, grès et sables de l'infra-cénomaniens/cénomaniens captif nord-aquitain	Dominante sédimentaire non alluviale Etat hydraulique captif	Mauvais	Bon	test balance "recharge/prélèvements" médiocre	Bon état 2021	Bon état 2021	Bon état 2015
FRFG080 Calcaires du jurassique moyen et supérieur captif	Dominante sédimentaire non alluviale Etat hydraulique captif	Mauvais	Bon	test balance "recharge/prélèvements" médiocre	Bon état 2027	Bon état 2015	Bon état 2027
FRFG083 Calcaires et sables de l'oligocène à l'ouest de la Garonne	Dominante sédimentaire non alluviale Etat hydraulique majoritairement captif	Bon	Bon	-	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015

Source : Agence de l'eau Adour Garonne

1.2 Climat

Le territoire communal est situé en milieu tempéré océanique marqué par des hivers doux et des étés relativement chauds.

Les températures moyennes en Gironde varient de 5 à 7 °C en janvier et de 19 à 21 °C en été.

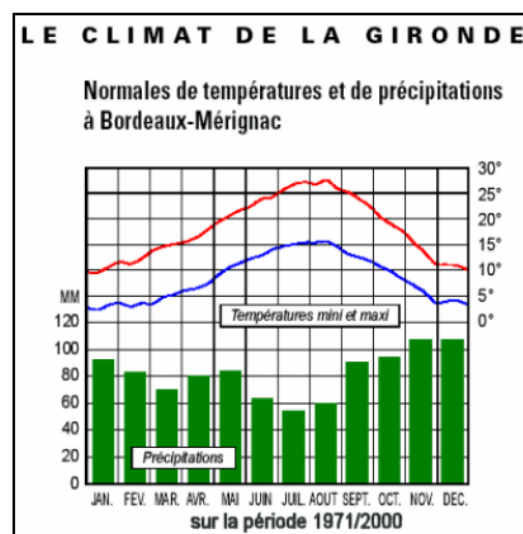
Les températures maximales atteignent ou dépassent 30 °C quinze à vingt journées par an en moyenne à Mérignac (à la station Météo France).

Les gelées se manifestent en moyenne trente jours chaque année, une douzaine de jours sur la côte mais pouvant dépasser cinquante en zone forestière.

En Gironde, les pluies sont relativement fréquentes et abondantes en hiver et automne : 50 millimètres pour juillet, 100 millimètres pour le mois de janvier.

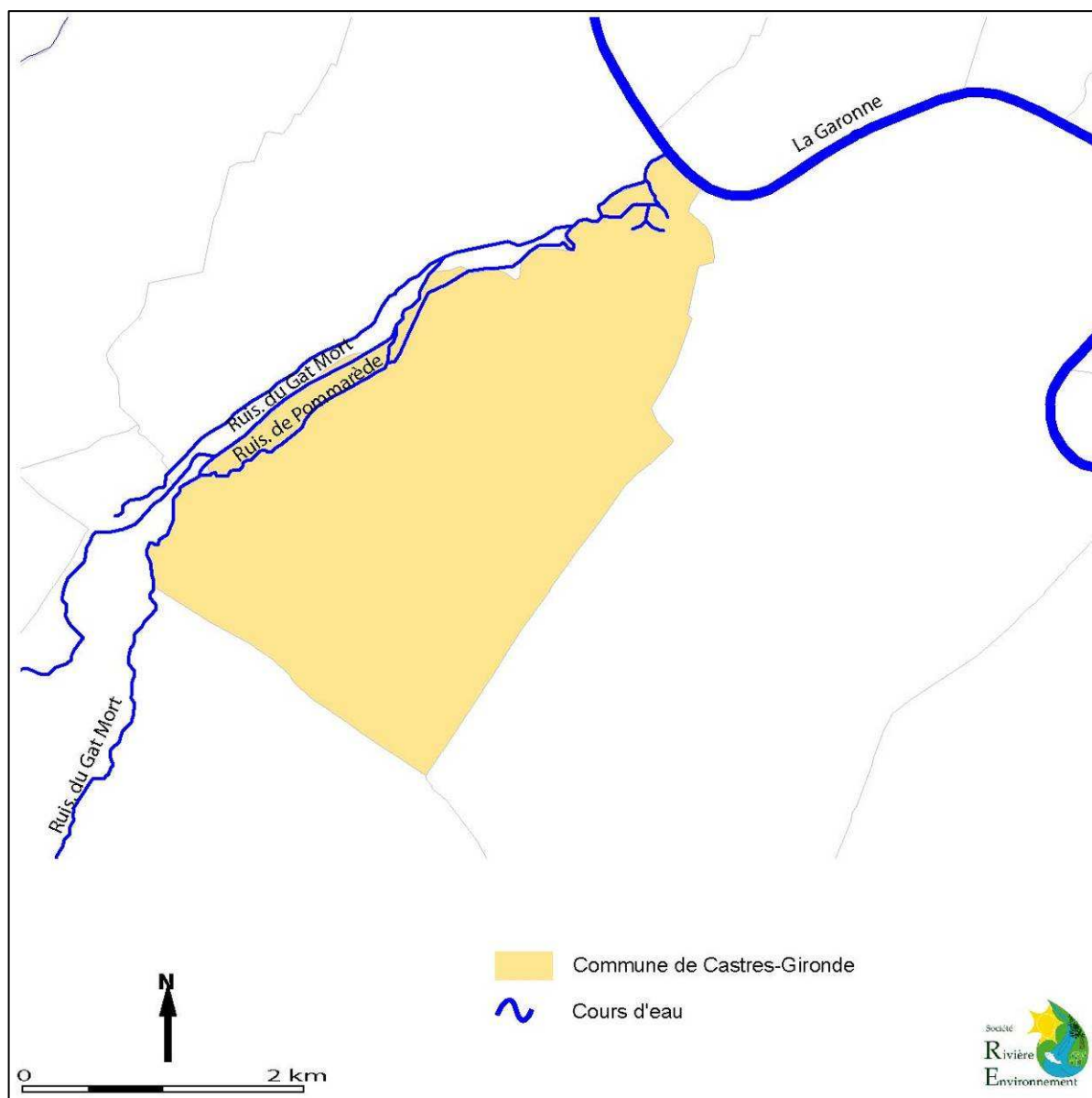
Les précipitations annuelles moyennes, sur la période 1981-2010, représentent 944 mm à la station de Mérignac (source : Météo France).

Les vents dominants proviennent de la façade atlantique.



Source : météo France et meteo-gironde.net

1.3 Hydrographie



La commune est située sur le bassin versant de la Garonne.

Le réseau hydrographique de la commune se compose :

- de la Garonne dont l'axe médian du lit constitue la limite administrative de la commune au nord est (masse d'eau FRFT33 Estuaire fluvial Garonne amont)
- du Gât Mort, affluent de la Garonne, qui fait également office de limite ouest et nord-ouest de commune (masse d'eau FRFR53 Le Gat Mort de sa source au confluent de la Garonne).
- Du ruisseau de Pommarède, bras de dérivation du Gât Mort en rive droite dont la prise d'eau se localise en limite de commune et dont la confluence se fait au niveau de la station d'épuration au Nord du territoire communal peu avant la confluence du Gât Mort et de la Garonne.

L'ensemble du réseau hydrographique de la commune appartient à la seconde catégorie piscicole (cours d'eau aux écoulements lents dont les peuplements piscicoles sont composés de cyprinidés).

Il faut également évoquer le statut privé des cours d'eau sur la commune. Les berges et le lit appartiennent aux riverains. Ce droit de propriété entraîne pour les riverains une obligation d'entretien du cours d'eau et de ses berges. Le Gât-Mort était géré par le Syndicat intercommunal du bassin versant du Gât-Mort jusqu'en 2006, date de sa dissolution.

1.3.1. La Garonne

Le fleuve Garonne totalise un linéaire de 525 km de sa source en Espagne dans le Val d'Aran à son embouchure dans l'océan atlantique et draine un bassin versant de 29 500 km².

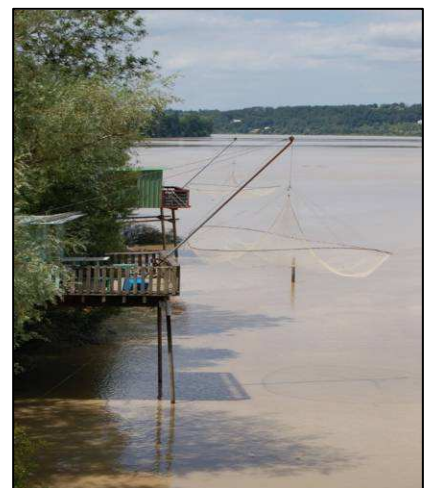
La commune de Castres-Gironde se situe à l'aval de ce bassin versant.

En amont de Bordeaux, le fleuve est non domanial : les berges et le lit appartiennent aux riverains.

Le lit mineur de la Garonne est un axe de circulation pour les poissons migrateurs. La Garonne a fait l'objet d'un classement en site Natura 2000 (site FR7200700) au titre de la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 relative à la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage. Sa fiche descriptive l'indique comme « Principal axe de migration et de reproduction des espèces piscicoles amphihalines ».

Sur le plan de l'hydrologie, la Garonne présente un régime de type principalement pluvial mais bénéficie de la fonte des neiges du massif Pyrénéen à la fin de l'hiver et au printemps pour maintenir des débits élevés de décembre à mai. Le débit baisse notablement en juin et le pic d'étiage est atteint en août et septembre.

Le débit moyen interannuel de la Garonne à Tonneins est égal à 607 m³/s.

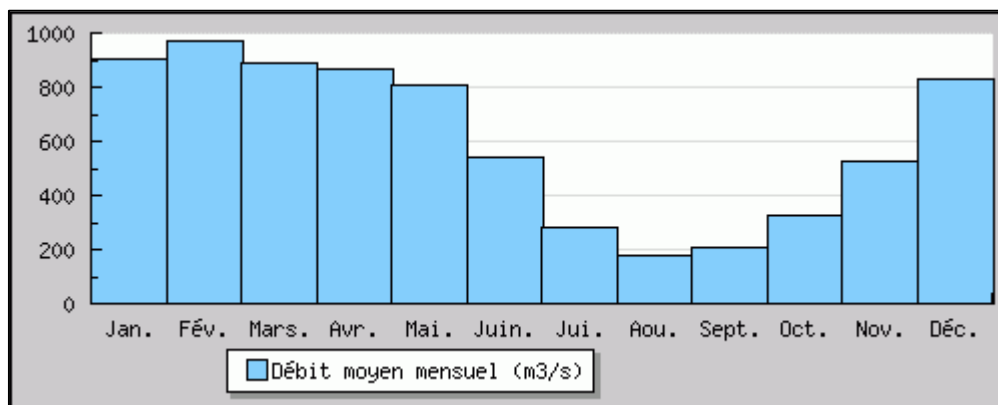


Photos ci-contre : Vues de la berge de la Garonne sur la commune

Concernant la dynamique fluviale, la Garonne est une rivière à chenal unique avec de nombreux méandres. Certains tronçons possèdent également des bras secondaires ou « tertiaires ».

La Garonne possède un écoulement torrentiel au pied du massif pyrénéen. Sur l'aval (secteur de Castres-Gironde), on observe un écoulement lent. Au niveau de la commune, la charge alluvionnaire est déjà importante (eau de couleur marron) et augmente au fur et à mesure que l'on se rapproche de l'estuaire.

La Garonne est également soumise à l'influence de la marée. L'onde de marée remonte bien au-delà de Castres-Gironde.



Débit moyen mensuel de la Garonne à Tonneins (47) sur les 97 dernières années (1913-2009)
(Données de la Banque Hydro)

	janv.	févr.	mars	avr.	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	dec.	année
Débits (m3/s)	901	972	886	863	805	541	280	178	209	323	524	829	607

Tableau du débit moyen mensuel de la Garonne à Tonneins sur les 97 dernières années (1913-2009)
(Données de la Banque Hydro)

Nb : Notons que nous avons pris en référence les données de la station hydrologique de Tonneins, celle-ci étant la plus proche de Castres-Gironde.

Il est toutefois certain que les débits sont différents à Castres-Gironde, le bassin versant étant beaucoup plus important.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Adour Garonne (SDAGE) répertorie la Garonne sur le secteur Castres comme masse d'eau naturelle de transition FRFT33 pour laquelle les objectifs réglementaires à atteindre en 2015 sont les suivants¹ :

Masse d'eau	Objectif bon état écologique	Objectif bon état chimique	Objectif Bon état global
FRFT33 Estuaire Fluvial Garonne Amont	2015	2027	2027

Cette masse d'eau n'est pas répertoriée en tant que masse d'eau fortement modifiée.

¹ Document de planification dans le domaine de l'eau avec lequel le PLU doit être compatible. Les objectifs de bon état des masses d'eau doivent donc être pris en compte dans le cadre du PLU.

1.3.2. Le Gat Mort

Le réseau hydrographique du Gat Mort et du Saucats a été intégré au réseau Natura 2000 (FR 7200797) en tant que site d'intérêt communautaire au titre de la Directive « Habitats » de 1992. Il abriterait notamment une population de Vison d'Europe.

Affluent de la Garonne, le Gat Mort représente un linéaire de 37 km. Il marque la limite nord de la commune.

Le Gat Mort est un ruisseau typiquement landais : fond sableux, pente faible (~2 %), cours sinueux, vallée en V mais lit mineur étroit et encaissé, débit faible en moyenne mais crues importantes, eau couleur rouille (ferrugineuse), forêt galerie. Il prend sa source aux marais d'Hostens à 63 m d'altitude, et se jette dans la Garonne, à 4 m. Son bassin versant représente 267 km².

Sa vallée se caractérise en aval par son inondabilité. Le plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Garonne classe la vallée du Gat Mort en zone rouge inconstructible.



Gat Mort et sa ripisylve caractéristique de zone humide

De la confluence avec la Rouille du Reys à la confluence avec la Garonne, le lit du Gat Mort a été canalisé après la seconde guerre mondiale et le fond de vallée est occupé par trois cours d'eau parallèles : au centre le nouveau et canalisé, au sud l'ancien cours naturel du correspondant au Ruisseau actuel de Pommarède, au nord la Rouille du Reys. La pénétration des marées dans le lit du cours d'eau remonte jusqu'à la confluence avec les sources de Pommarède.

Le débit moyen du Gat Mort est estimé à 0,12 m³/s en aval.

Le Gat Mort de sa source au confluent de la Garonne est répertorié en tant que masse d'eau naturelle FRFR53 au SDAGE Adour Garonne. Les objectifs de qualité fixés pour le cours d'eau dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive Cadre sur l'Eau (2000) et du nouveau SDAGE Adour Garonne est l'atteinte du bon état chimique 2015 et du bon état écologique en 2021 comme l'indique le tableau suivant.

Masse d'eau	Objectif bon état écologique	Objectif bon état chimique	Objectif Bon état global
FRFR53 Le Gat Mort de sa source au confluent de la Garonne	2015	2027	2027

Cette masse d'eau n'est pas répertoriée en tant que masse d'eau fortement modifiée.

1.3.3. Le ruisseau de Pomarède

Il s'agit du bras de dérivation du Gat Mort naissant en aval de « Belle Font », le Pomarède. Il représente un linéaire d'environ 1500 m avant de rejoindre le Gat Mort au lieu-dit « Jacquet ». L'ensemble de son linéaire est communal. Ses caractéristiques écologiques sont semblables à celles du Gat Mort aval (type de substrat, basse vallée humide, écoulements lents,...).

Le ruisseau de Pomarède appartient à la masse d'eau du Gat Mort du point de vu du SDAGE et est donc soumis aux mêmes exigences d'objectif de qualité.

La présence du réseau hydrographique apporte une diversité paysagère et environnementale sur la commune en termes de milieux naturels, de faune et de flore. Afin de préserver le fonctionnement naturel de ce réseau hydrographique, il est important de préserver les zones d'expansion des crues. Ces zones doivent être préservées de toute urbanisation. La conservation de ces zones d'expansion des crues permet également de limiter les risques liés aux inondations dans les secteurs déjà urbanisés ou non en aval.

1.4 Occupation du sol sur la commune

1.4.1. La forêt

Etendu sur 7 km², le territoire communal se caractérise par sa dominante forestière. La forêt représente 51% du territoire communal (soit ~360 ha). Elle est essentiellement concentrée sur la partie sud de la commune.

Un défrichement récent de 40 ha pour planter de la vigne a entraîné une baisse de 5% du taux de boisement de la commune.

Les boisements se composent en majorité de pins maritimes (la commune étant en limite du massif forestier cultivé des Landes de Gascogne). Le plateau est ainsi essentiellement voué à la sylviculture du pin maritime. Les feuillus, et notamment le chêne, sont toutefois bien représentés.

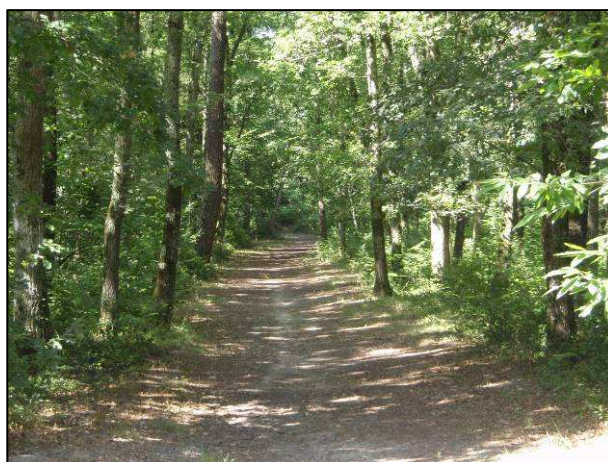
Les boisements naturels alluviaux de type aulnaie frênaie sont bien présents dans la vallée du Gat Mort. Dans une moindre mesure, on y rencontre également les plantations de peupliers.

Au sujet des boisements, la charte paysagère de la Communauté de Communes de Montesquieu préconise :

- De gérer et valoriser deux grands paysages dans un contexte périurbain :
 - . Les milieux humides de la vallée de la Garonne
 - . La forêt
- D'affirmer la vocation multifonctionnelle de la forêt périurbaine dans le cadre de la loi d'orientation forestière en engageant une charte forestière de territoire dans le cadre de la politique de pays.
- De protéger les structures paysagères essentielles (crastes, baradeaux, lisières de chênes...).



Jeune boisement naturel dominé par le pin maritime



Boisement de feuillus dominé par le chêne pédonculé

1.4.2 Les terres agricoles

Le reste du territoire se partage entre viticulture, prairies et zones urbanisées.

La commune de Castres-Gironde est classée en zone d'Appellation d'Origine Contrôlée pour l'A.O.C. Graves et l'A.O.C. Bordeaux. Les vignes sont localisées essentiellement autour du bourg et notamment sur la plaine alluviale de la Garonne et au sein du massif forestier vers le sud. La vigne couvre 28% de la commune.

Les basses vallées de la Garonne et du Gât Mort restent vouées à l'agriculture du fait de l'inondabilité des terrains.

Des prairies fauchées et pâturées sont présentes sur la vallée du Gat Mort. Les secteurs mésophiles de versant sont plutôt occupés par les prairies vouées à la fauche et le fond de vallée humide par les prairies pâturées.



Prairie et vigne (en second plan) à proximité du bourg

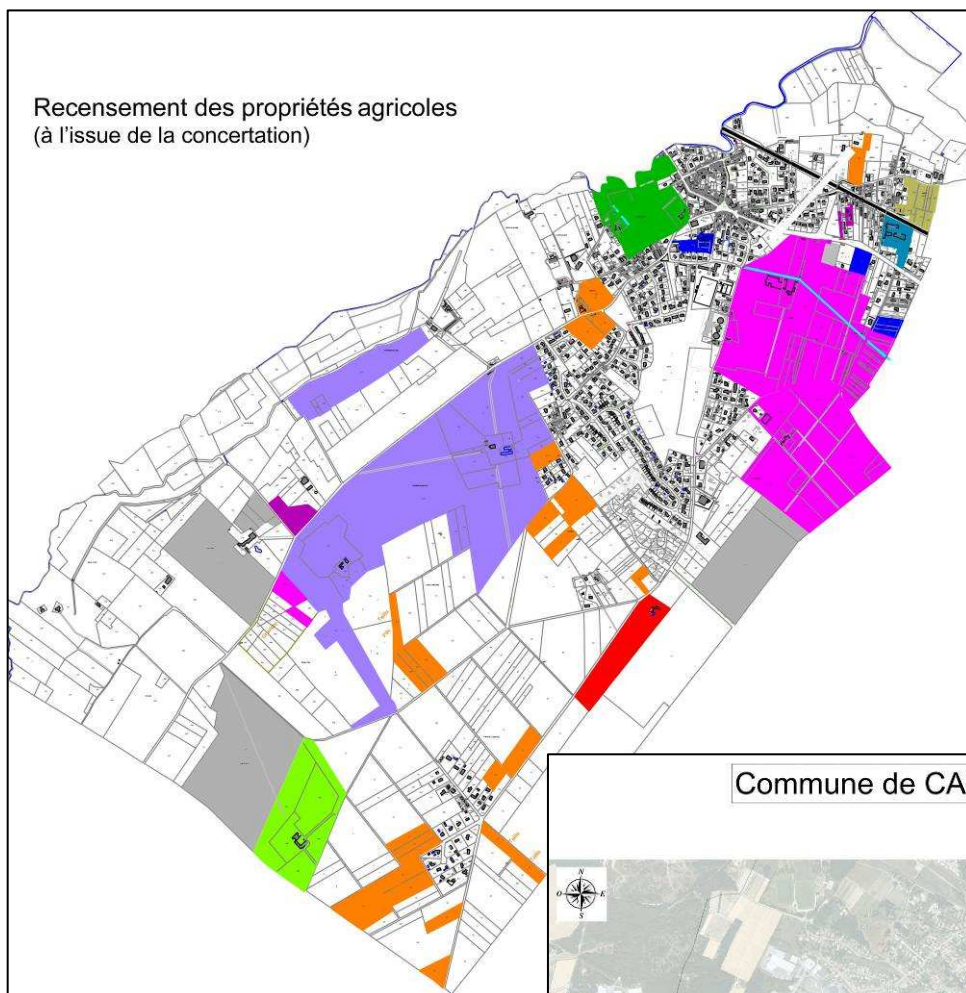
En matière d'occupation des sols agricole, la concertation organisée dans le cadre du diagnostic communal a permis de réaliser la cartographie suivante des exploitations agricoles sur la commune (Source : Valérie Legoff, urbaniste).

Nous ne disposons pas encore des données du recensement agricole réalisé en 2010.

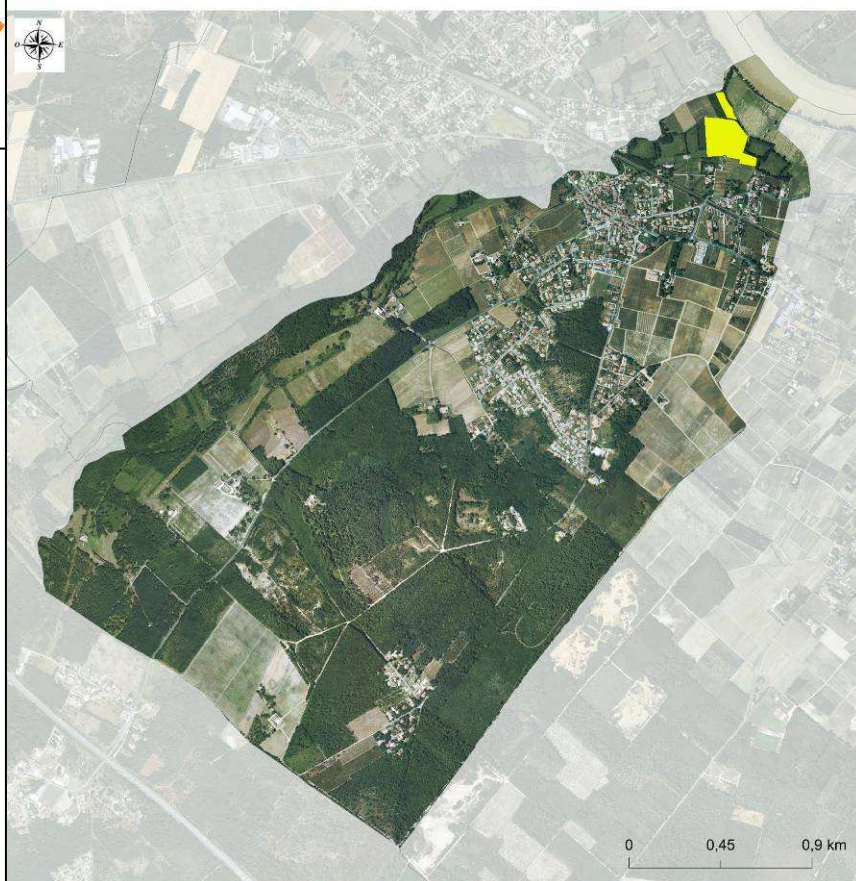
En page suivante est également représentée la cartographie des ilots déclarés au titre de la Politique Agricole Commune en 2009 (Source : Chambre d'agriculture de la Gironde).

Cf. également la carte des zones AOC et espaces naturels sensibles du SCOT au titre de la viticulture exposée dans la suite du dossier (partie 3.2).

Recensement des propriétés agricoles
(à l'issue de la concertation)



Commune de CASTRES-GIRONDE



Ilots déclarés à la PAC (décembre 2009)

Sources: IGN, ministère de l'agriculture

1.4.3 Les espaces artificialisés

La frange urbaine (bourg et zone d'habitat) s'étire au nord de la commune à proximité des principaux axes de communication de part et d'autres de la RD 674.

Les infrastructures de transport présentes sur la commune dont la présence structure notablement le territoire sont essentiellement concentrées au nord. Il s'agit en premier lieu de la voie ferrée Bordeaux-Langon.

En second lieu, la RD 219, l'ancienne RD 1113 (anciennement RN 113) et la RD 214 sont les principaux axes routiers maillant le territoire.

Il faut noter selon les dernières informations disponibles relatives à la future LGV (ligne à grande vitesse) que le tracé pressenti passerait sur Ayguemorte et longerait l'autoroute A62 côté Castres-Gironde.

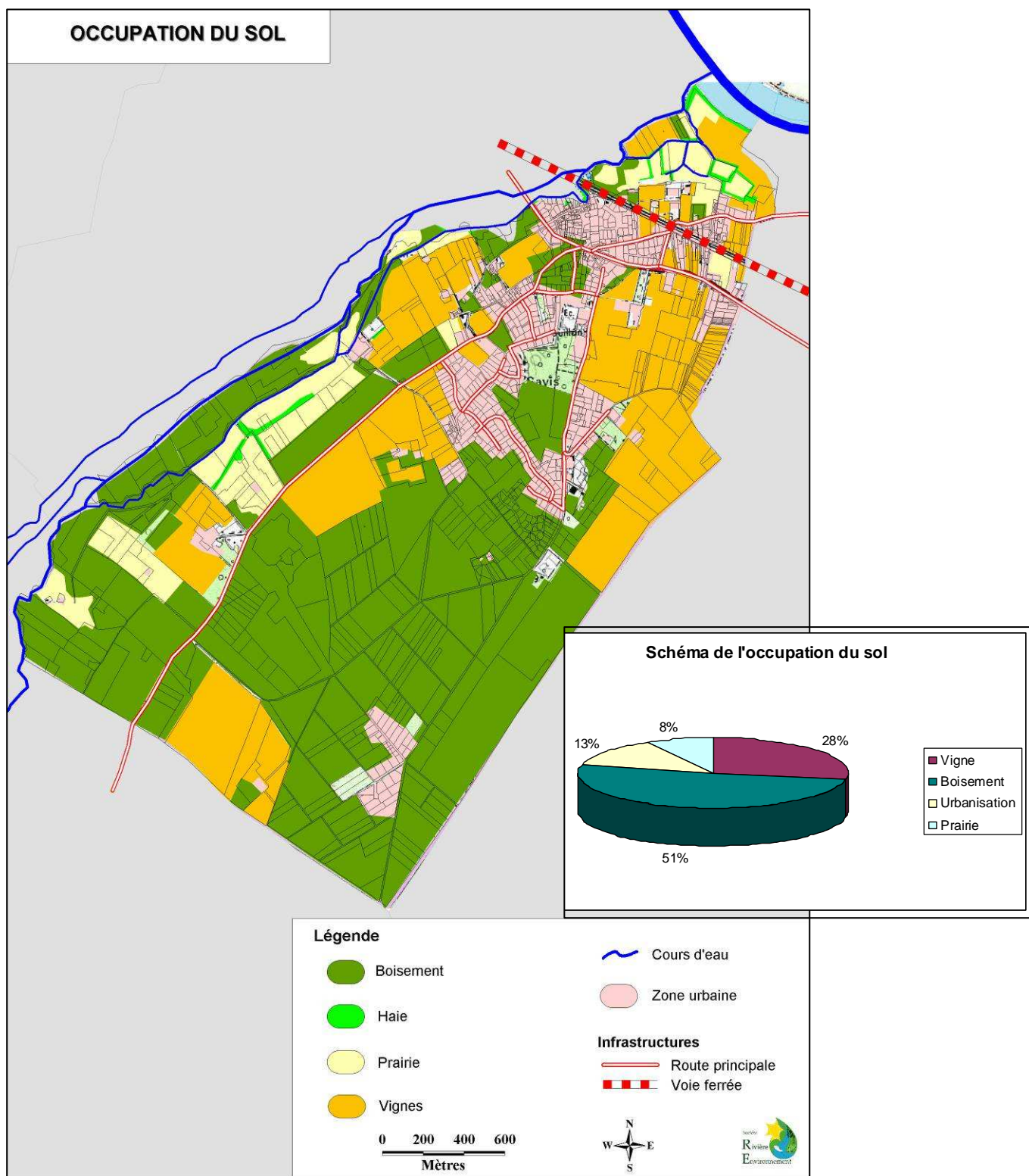
Il se pourrait donc que cette nouvelle infrastructure passe en limite sud de commune dans une zone actuellement boisée.



Vue aérienne de la commune de Castres-Gironde

Source : IGN

Remarque : Cette carte ne tient pas compte du défrichement réalisé en 2011 de 40 ha de boisement en vue de planter de la vigne sur le secteur de Pommarède Haut.



2. Biodiversité et milieux naturels

2.1 Les zonages réglementaires de protection des milieux sur la commune : les sites Natura 2000

Parmi tous les instruments de protection réglementaire existants concernant la protection de l'environnement et du cadre de vie, la commune de Castres-Gironde ne recense pas de sites strictement protégés tels que réserve naturelle, site avec arrêté de protection de biotope ou autre. De même, aucun site inventorié pour son intérêt écologique n'est présent sur la commune, qu'il s'agisse de ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique) ou ZICO (zone d'importance pour la conservation des oiseaux).

En revanche, on recense deux sites Natura 2000.

Tableau de synthèse des instruments d'inventaires/ de protection/de planification dans le domaine de l'environnement applicable sur la commune :

Type de zonage	Application sur la commune
Arrêté préfectoral de protection de biotope	-
Natura 2000 : Directive oiseaux (Zones de protection spéciales)	-
Natura 2000 : Directive habitats (Zones spéciales de conservation)	Site FR7200700 La Garonne Site FR7200797 Réseau hydrographique du Gât Mort et du Saucats
Parc naturel régional	-
Parc national	-
Réserve naturelle nationale	-
Réserve naturelle régionale	-
Sites classés	-
Sites inscrits	-
Zone Naturelle d'Intérêt Faunistique et Floristique (Z.N.I.E.F.F.)	-
Zone d'importance pour la conservation des oiseaux (ZICO)	-
Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)	SDAGE Adour Garonne
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)	SAGE Nappe profonde de Gironde <i>SAGE Vallée de la Garonne en cours d'instruction</i>

La protection d'un site par l'outil Natura 2000 s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage.

Conformément aux dispositions du code de l'environnement (article L. 414-1 et suivants du code de l'environnement), les sites Natura 2000, qui abritent des habitats naturels et des espèces de faune et de flore menacés, doivent faire l'objet à la fois de mesures de gestion active « destinées à conserver ou rétablir dans un état favorable à leur maintien à long terme les habitats naturels et les populations d'espèces de faune et de flore sauvages qui ont justifié leur délimitation » et de mesures de prévention « pour éviter la détérioration de ces mêmes habitats naturels et les perturbations de nature à affecter de façon significative ces même espèces ».

Dans le cadre de la mise en œuvre des mesures de gestion active, les sites Natura 2000 font l'objet de l'adoption d'un document d'objectifs (DOCOB) qui définit un plan de gestion du site et se traduit par la passation de contrats de gestion avec les titulaires de droits réels et personnels des terrains se trouvant sur le site.

Les programmes ou projets de travaux, d'ouvrage ou d'aménagement définis à l'article R. 414-19 du code de l'environnement sont soumis à une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site.

Cette évaluation des incidences conditionne la réalisation du projet qui ne peut être autorisé s'il porte atteinte à l'état de conservation du site (des exceptions existent cependant).

Les sites Natura 2000 étant des sites d'intérêt environnemental fort, le PLU devra intégrer leur préservation.

La commune de Castres Gironde est concernée par deux sites Natura 2000 proposé en tant que site d'intérêt communautaire (SIC) au titre de la directive « Habitats » :

2.1.1 Le site FR7200700 « La Garonne »

Ce site, étendu sur deux départements (Gironde et Lot-et-Garonne) concerne le fleuve Garonne en limite Nord de la commune.

Non doté pour le moment d'un document d'objectifs opérationnel (communément appelé DOCOB) délimitant de manière définitive son périmètre et actualisant notamment la liste des habitats naturels et d'espèces d'intérêt communautaire présents, les limites actuelles proposées suivent celles du lit mineur, ce qui représente actuellement une superficie de 5 220 ha.

Les principales caractéristiques environnementales de ce site ayant justifié sa désignation au titre de Natura 2000 sont les suivantes :

- Axe de migration et de reproduction des grands poissons migrateurs
- Zone humide de bordure de fleuve
- Présence d'une espèce endémique protégée : L'Angélique à fruits variables.

Le Formulaire Standard de Données (FSD) décrivant le site fournit une liste de dix espèces d'intérêt communautaire potentiellement présentes sur le site.

Hormis l'Angélique à fruits variables, il s'agit d'espèces piscicoles telles que le saumon atlantique, la lamproie marine, l'aloise feinte, la grande alose, le toxostome, la Bouvière,....

Les principaux enjeux de conservation du site Natura 2000 correspondent à la préservation de la qualité de l'habitat du fleuve et de ses milieux associés et de l'axe de migration et de reproduction d'espèces piscicoles migratrices patrimoniales d'intérêt communautaire.

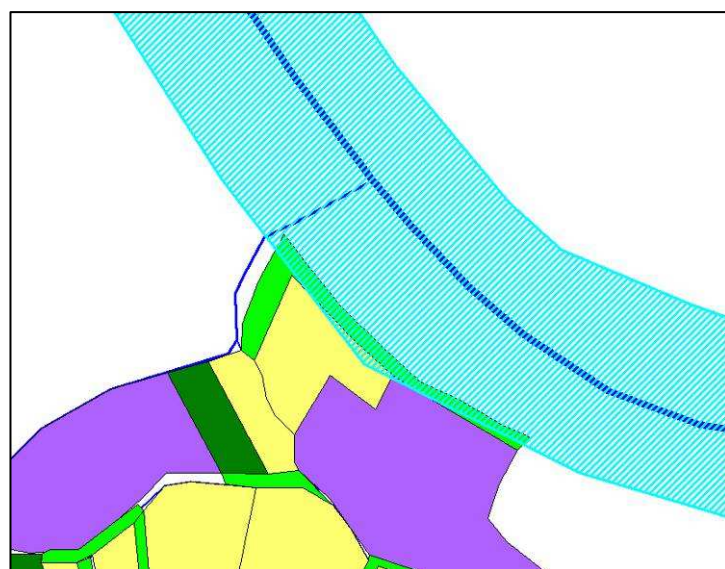


Angélique à Fruits variables (espèce de l'annexe II de la directive « Habitat » et protégée en France)

➤ Analyse sommaire et partielle de l'état de conservation du site sur la commune de Castres-Gironde :

Sur la commune, le périmètre du site englobe la Garonne ainsi que ses berges. La ripisylve de celles-ci est restée relativement bien conservée malgré les assauts de l'érosion et des activités agricoles.

Cette ripisylve est diversifiée en strates mais également en espèces (frênes, aulnes glutineux, des saules, des noisetiers, roseaux, sureaux noirs...).



Légende :

- Zone urbanisée
- Vigne
- Boisement
- Haie
- Prairie
- Site Natura 2000

Carte schématique de l'occupation du sol en bordure de Garonne



Secteurs de berge de la Garonne sur la commune liés au site Natura 2000 « Garonne »

L'occupation du sol proche du périmètre du site ne présente pas de menace potentielle pour le site puisqu'il s'agit essentiellement de prairies, de vignes et de quelques parcelles laissées en friche.



On note des érosions de berges pouvant causer la perte de pieds d'Angéliques à fruits variables.

On peut également noter la présence d'espèces invasives qui ont un fort potentiel de développement par rapport aux espèces patrimoniales. Les espèces invasives observées dans la ripisylve sont notamment l'érable négundo, le bambou et le robinier.



Déstabilisation de berge sur la Garonne

2.1.2 Le site FR7200797 « Réseau hydrographique du Gât Mort et du Saucats »

Le site couvre une superficie totale de 1403 ha et s'étend sur les vallées alluviales du Gât Mort et de Saucats ainsi que sur leurs principaux affluents.

Dans son enveloppe finale, les surfaces concernées sont principalement forestières (69 %, forêts alluviales et de versants) et prairiales (8,7 %, pâturages et prairies de fauche).

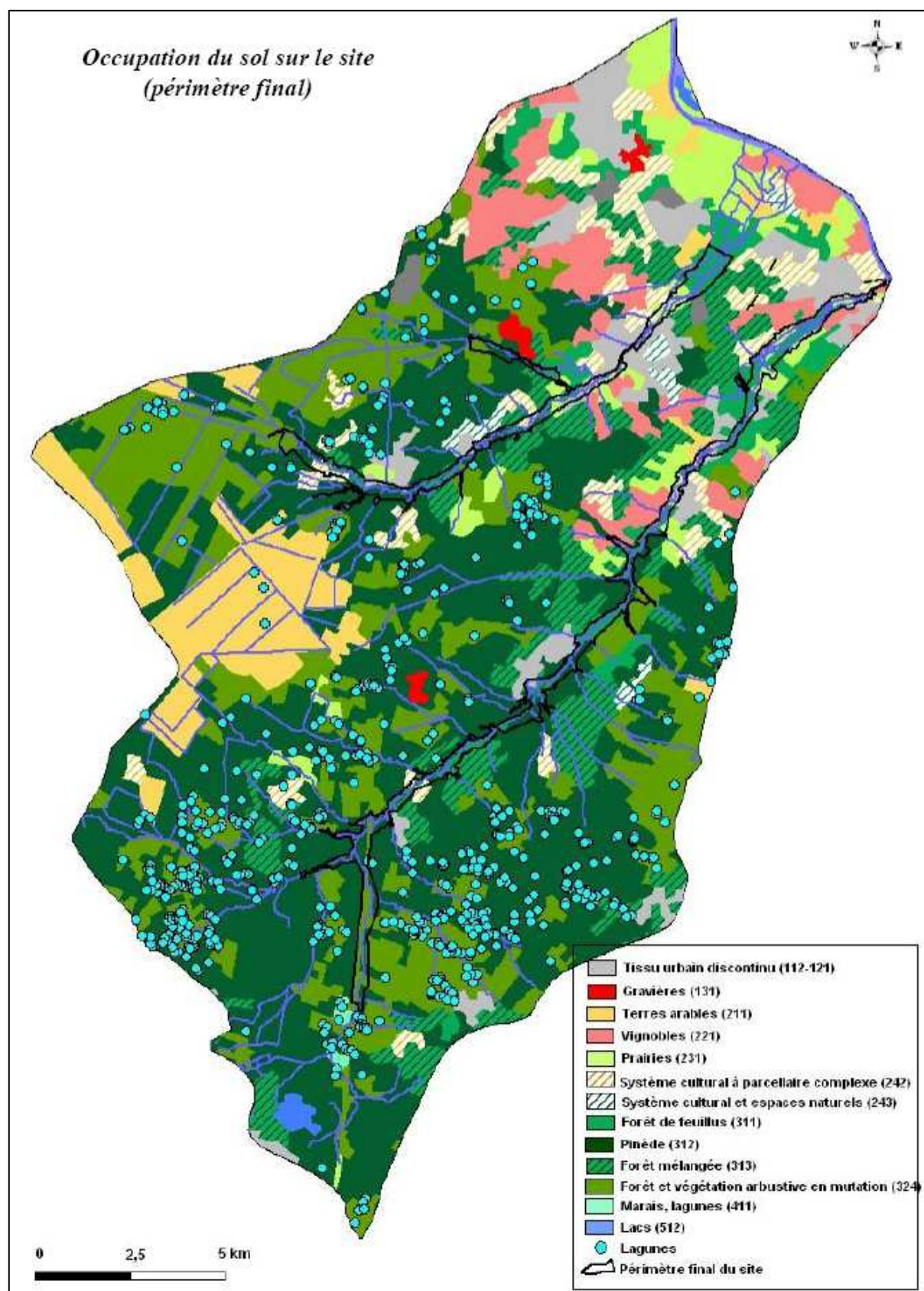
Doté d'un document d'objectifs (DOCOB) opérationnel délimitant de manière définitive son périmètre, « le réseau hydrographique du Gât Mort et du Saucats présente une richesse biologique et écologique particulière du fait de :

- la présence d'une ripisylve presque tout le long des cours d'eau, ce qui constitue un corridor écologique continu tant aquatique qu'arboré de près de 50 km ;
- la présence d'une diversité de milieux ouverts et fermés (46 habitats naturels et semi naturels identifiés), notamment humides, ce qui crée une mosaïque d'habitats complémentaires pour une flore et une faune spécialisées et généraliste notamment protégées ;
- la présence d'habitats naturels d'intérêt communautaires et prioritaires (38 % de la superficie finale du site), ainsi que d'espèces de faune et de flore remarquables (44 espèces animales, 18 espèces végétales) ;
- la bonne qualité générale des eaux (les deux rivières sont classées en catégorie 1B « bonne qualité») malgré l'existence de points noirs au niveau de certaines stations d'épuration, ce qui leur confère un rôle dans la conservation de la faune piscicole patrimoniale (présence d'espèces migratrices amphihalines, présence du brochet).

Mais cette biodiversité est actuellement fragilisée et menacée par plusieurs tendances d'évolution qui sont des facteurs de dégradation voire des disparitions à moyens termes de certains milieux et d'espèces :

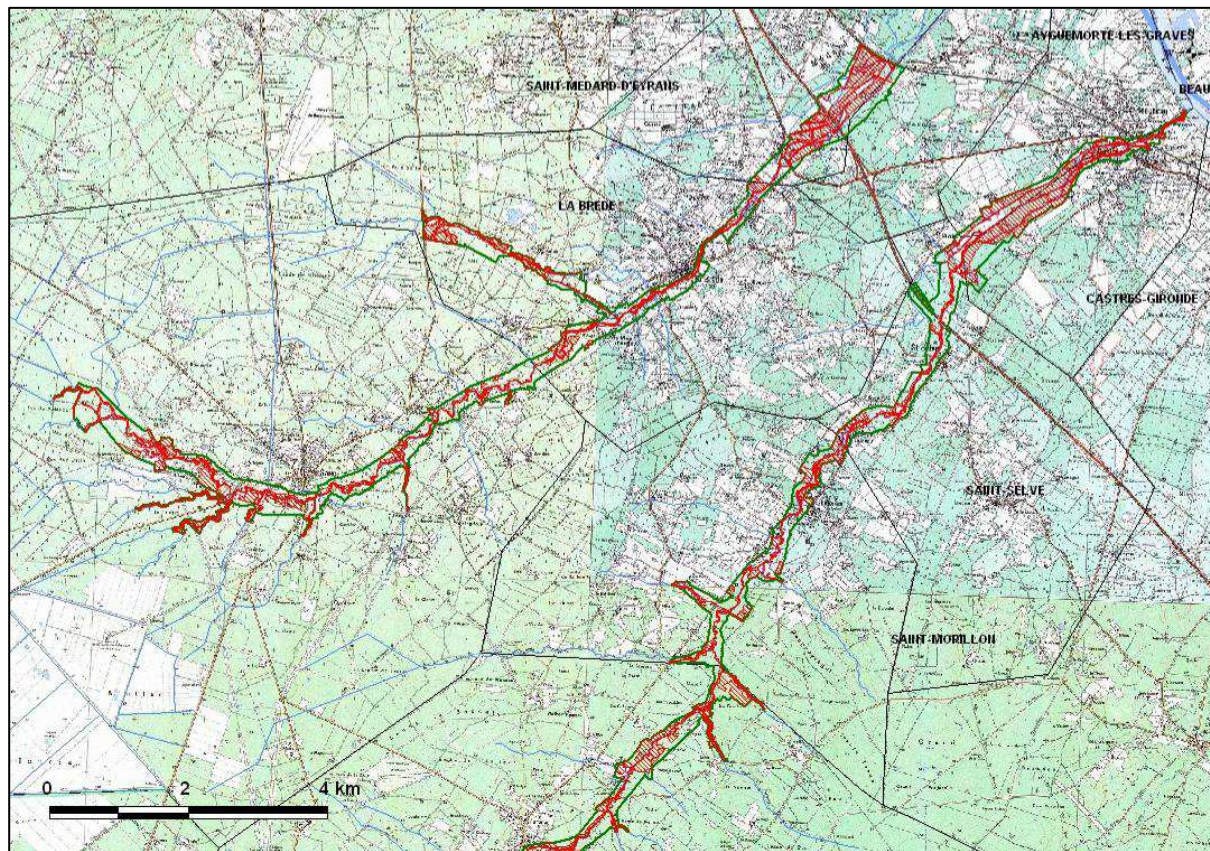
- déprise agricole (abandon et fermeture des prairies),
- développement de l'urbanisation en bord de cours d'eau (habitat, zones d'activités, aménagements divers induisant une artificialisation des milieux et des risques accrus de pollution),
- surexploitation de la ressource en eau (projets d'augmentation des captages faisant courir le risque d'un dénoyage des nappes souterraines et donc une baisse du niveau des cours d'eau)...

Extrait du résumé non technique du DOCOB du site



Cartographie du périmètre Natura 2000 extraite du DOCOB (résumé non technique)

Le site abrite 22 habitats naturels d'intérêt communautaire dont 6 habitats pour lesquels la conservation est jugée prioritaire par la directive « Habitats » : Aulnaie-frênaie, Cladiaie, landes humides, et sources calcaires travertinisantes (Cratoneurion).
 Dans le périmètre final du site, la surface des habitats naturels d'intérêt communautaire est de 540ha.



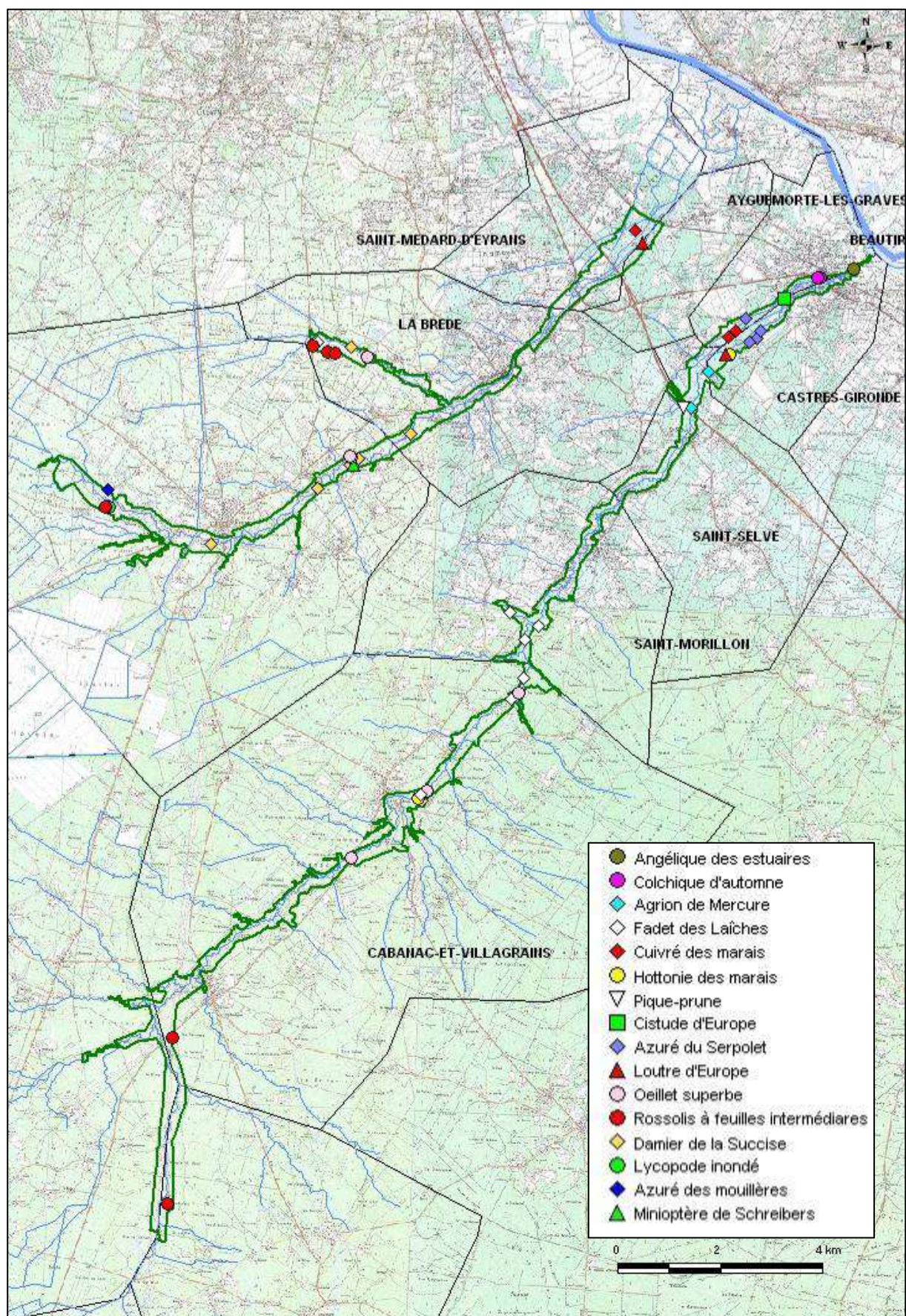
Carte des habitats d'intérêt communautaire sur le secteur aval concernant Castres-Gironde
 Source : DOCOB

Le site abrite 17 espèces animales et 1 espèce végétale d'intérêt communautaire (IC).
 La présence de 2 autres espèces d'intérêt communautaire (la Leuconostictus à gros thorax et le Faux-cresson de Thore) est très probable.
 L'espèce ayant justifié la désignation du site comme SIC, le Vison d'Europe, espèce prioritaire (PR), n'a pas été observée mais sa présence reste potentielle.
 Au-delà des espèces d'intérêt communautaire, le diagnostic et la concertation ont mis en évidence 26 espèces animales et 16 espèces végétales constituant également des enjeux de conservation (protections nationale, régionale, départementale, rareté).

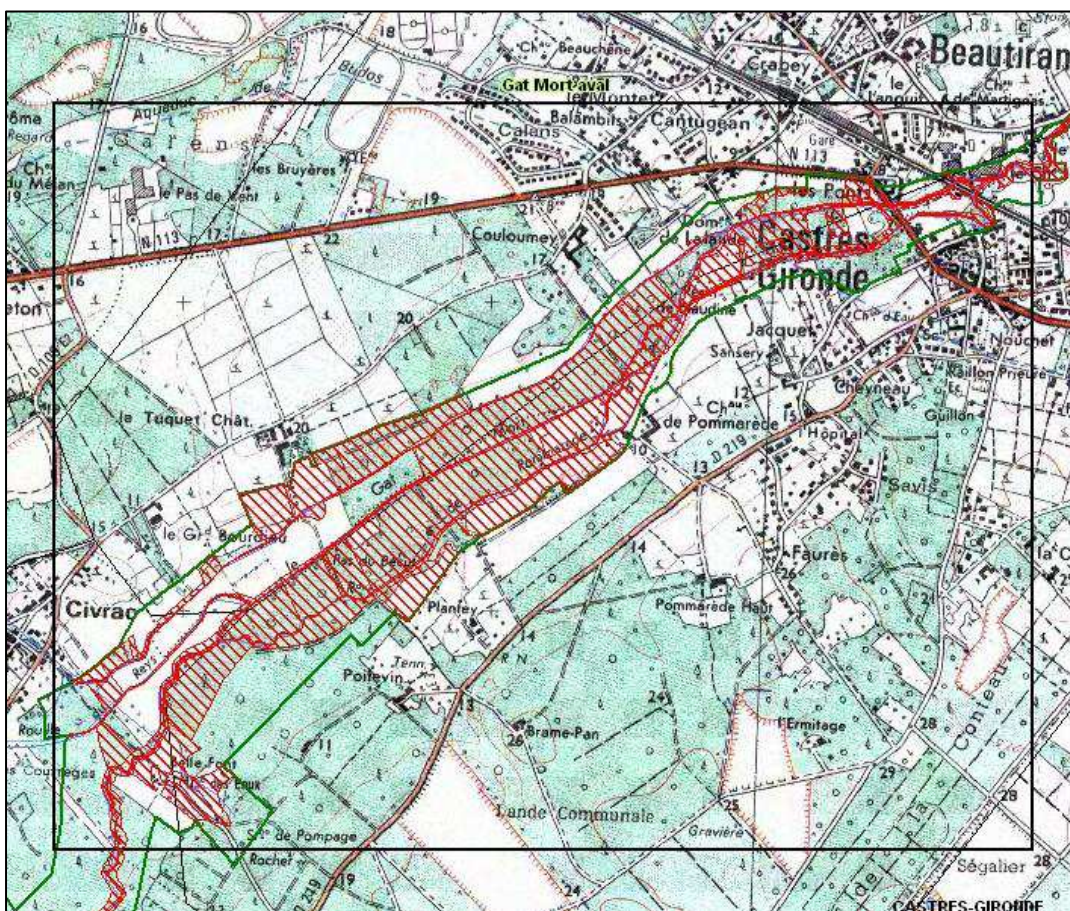
Les habitats et espèces d'intérêt communautaire ou patrimonial identifiés sur le site sont dispersés en stations (plus ou moins disjointes et étendues) sur l'ensemble du site, ou bien constitués en réseaux (plus ou moins continus et élargis) sur tout ou partie du site. Cette configuration implique une double approche spatiale des enjeux de préservation : au niveau de la station et au réseau.

Toutefois, certains secteurs présentent une concentration particulièrement importante d'éléments patrimoniaux et constituent des zones à enjeu patrimonial majeur et prioritaire. 6 secteurs à forts enjeux ou « foyers de biodiversité » ont été identifiés lors du diagnostic sur le périmètre d'étude dont un concerne la commune de Castres-Gironde : La basse vallée du Gât Mort vers Castres-Gironde / Beautiran (aulnaie frênaie, bocage avec Azuré et Cuivré, Cistude, etc.)

Cf. cartes extraites du DOCOB en page suivante.



Cartographie des espèces de faune et de flore à enjeux extraite du DOCOB



Cartographie du foyer de biodiversité La basse vallée du Gât Mort vers Castres-Gironde / Beautiran (aulnaie frênaie, bocage avec Azuré et Cuivré, Cistude, etc.) extraite du DOCOB du site Natura 2000 « Réseau hydrographique du Saucats et du Gat Mort »



Le Gât-Mort au niveau du bourg



2.1.2 Les outils de planification dans le domaine de l'eau : le SDAGE Adour Garonne et le SAGE Nappes profondes de la Gironde

Ces deux instruments de planification ont une portée juridique. Le PLU doit être compatible avec les orientations et mesures du SDAGE déclinées en ce qui concerne les nappes profondes de la Gironde par le SAGE nappes profondes de la Gironde.

Le SDAGE Adour Garonne approuvé le 1er décembre 2009 est l'outil de mise en œuvre en droit national de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau (DCE) de 2000 et planifie la politique de l'eau pour la période 2010-2015.

Nous avons vu précédemment les objectifs de bon état attribués par le SDAGE aux masses d'eau Garonne et Gât Mort.

Le SDAGE définit six orientations fondamentales pour la période 2010-2015 qui guident son programme d'actions :

- Créer les conditions favorables à une bonne gouvernance
- Réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques
- Gérer durablement les eaux souterraines et préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides
- Une eau de qualité pour assurer activités et usages
- Maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique
- Privilégier une approche territoriale et placer l'eau au coeur de l'aménagement du territoire.

Les principales dispositions (O : obligations ; R : recommandations) du SDAGE en lien direct avec l'urbanisme sont rappelées dans le tableau ci-dessous (*Source : L'eau dans les documents d'urbanisme, guide méthodologique, Agence de l'eau Adour Garonne*).

Orientations	Mesures du SDAGE	Objectifs des mesures
Créer les conditions favorables à une bonne gouvernance	A3 (O)	Mettre les politiques de gestion locale au service des objectifs du SDAGE
	A 35 (O)	Renforcer les partenariats entre les acteurs du bassin sur des sujets prioritaires
Réduire l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques	B1 (O)	Maintenir la conformité à la réglementation (concernant notamment l'assainissement collectif)
	B3 (O)	Réduire les pollutions microbiologiques
	B4 (O)	Limiter les risques de pollution par temps de pluie
	B6 (O)	Développer l'assainissement non collectif en priorité (fiabiliser les dispositifs en place avec les SPANC, développer l'ANC là où il est pertinent en alternative à l'assainissement collectif dans un cadre cohérent visant à économiser les sols et l'étalement urbain)
	B27 (O)	Adapter des démarches d'utilisation raisonnée des produits phytosanitaires en zone non agricole
	B30 (O)	Promouvoir les pratiques permettant de limiter les transferts d'éléments polluants vers la ressource en eau
	B31 (O)	Sensibiliser l'ensemble des acteurs du territoire sur l'impact des pratiques et des aménagements et les améliorations possibles
	B35 (R)	Mettre en œuvre des pratiques agricoles respectueuses de la qualité des milieux
	B37 (R)	Mettre en place les démarches spécifiques pour les zones soumises à contrainte environnementale

Gérer durablement les eaux souterraines Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides	C31 (O)	Initier des programmes de gestion ou de restauration des milieux aquatiques à fort enjeux environnementaux
	C44 (O)	Réduire les impacts des activités humaines sur la qualité des eaux
	C46 (O)	Eviter, ou à défaut, compenser, l'atteinte grave aux fonctions des zones humides
	C50 (O)	Instruire les demandes sur les zones humides en cohérence avec les protections réglementaires
	C52 (O)	Prendre en compte ces espèces et leur biotope dans les documents de planification et mettre en oeuvre des mesures réglementaires de protection
Assurer une eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques	D1 (O)	Préserver les ressources stratégiques pour le futur (ZPF*)
	D2 (O)	Améliorer la qualité des eaux brutes pour réduire le niveau des traitements de potabilisation et satisfaire les besoins quantitatifs (ZOS*)
	D3 (O)	Protéger les captages stratégiques les plus menacés
	D10 (O)	Maintenir et restaurer la qualité des eaux de baignade, si nécessaire dans un cadre concerté à l'échelle des bassins versants
Maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique	E27 (O)	Elaborer, réviser les PPRI et les documents d'urbanisme
	E32 (O)	Adapter les programmes d'aménagement
Privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire	F1 (R)	Consulter le plus en amont possible les représentants des commissions locales de l'eau et des comités de rivière
	F2 (R)	Susciter des échanges d'expériences pour favoriser une culture commune
	F3 (R)	Informers les acteurs de l'urbanisme des enjeux liés à l'eau
	F4 (O)	Renouveler l'approche de la gestion de l'eau dans les documents d'urbanisme
	F5 (O)	Respecter les différents espaces de fonctionnalité des milieux aquatiques
	F6 (O)	Mieux gérer les eaux de ruissellement
	F7 (R)	Prendre en compte les coûts induits
	F15 (O)	Prévoir un volet mer dans le SCOT du littoral pour organiser les usages maritimes et protéger les secteurs fragiles (sans rapport sur Bosdarros)

Le SAGE Nappes profondes de la Gironde de 2003 est en cours de révision. Il instaure des mesures visant à préserver la ressource en eau des nappes profondes très sollicitées notamment pour les prélèvements en eau potable.

L'objectif de la gestion est d'atteindre puis d'assurer un état des nappes souterraines permettant la coexistence normale des usages et le bon fonctionnement quantitatif et qualitatif de la ressource souterraine et des cours d'eau qu'elle alimente. Cet objectif correspond au "bon état" tel qu'il est défini dans la Directive Européenne (mesure M 3-1).

La mesure M 4-9 « Révision des autorisations existantes » prévoit pour toutes les autorisations de prélèvement existantes, un ajustement des valeurs maximales autorisées est effectué par l'Etat en fonction des volumes effectivement prélevés.

Les prélèvements d'eau sur la commune pour l'eau potable sont ainsi réglementés (Cf. dans la suite du dossier le paragraphe sur la gestion de l'eau).

Rappelons également que dans le cadre de la gestion des nappes profondes, la nappe de l'Oligocène est classée en zone de répartition des eaux (ZRE) par arrêté préfectoral du 28/02/2005. Les prélèvements d'eau non domestiques (>1000 m³/an) réalisés dans cette nappe et effectués à plus de 15 m de profondeur nécessitent :

- une déclaration au titre de la loi sur l'eau s'ils ne dépassent pas 8 m³/j.
- une autorisation au titre de la loi sur l'eau au-delà de 8 m³/j.

Ceci afin de préserver la ressource jugée déficitaire.

Notons qu'un SAGE Vallée de la Garonne est en cours de préparation. La Commission Locale de l'Eau (organe décisionnel du SAGE) a été installée par le préfet coordonateur de bassin lors d'une réunion du 10 décembre 2010.

Le périmètre du SAGE « Vallée de la Garonne » a été arrêté le 24 septembre 2007 par le préfet de bassin. Ce périmètre couvre environ 7 550 km² sur 7 départements (Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Lot-et-Garonne, Gironde, Gers, Hautes-Pyrénées, et l'Ariège) et 2 régions (Midi-Pyrénées et Aquitaine).

2.2 Les zones humides

Les basses vallées de la Garonne et du Gât Mort (partie inondable) constituent une mosaïque de zones humides qui correspondent à « *des terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* ».

Les critères de définition sont définis par l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement.

Les zones humides revêtent plusieurs faciès sur la commune.

La cartographie des habitats naturels reproduite ci-dessous extraite du document d'objectifs du site Natura 2000 « Réseau hydrographique du Gat Mort et du Saucats » caractérise les zones humides de la vallée du Gat Mort.

On trouve notamment les deux principales formations humides suivantes :

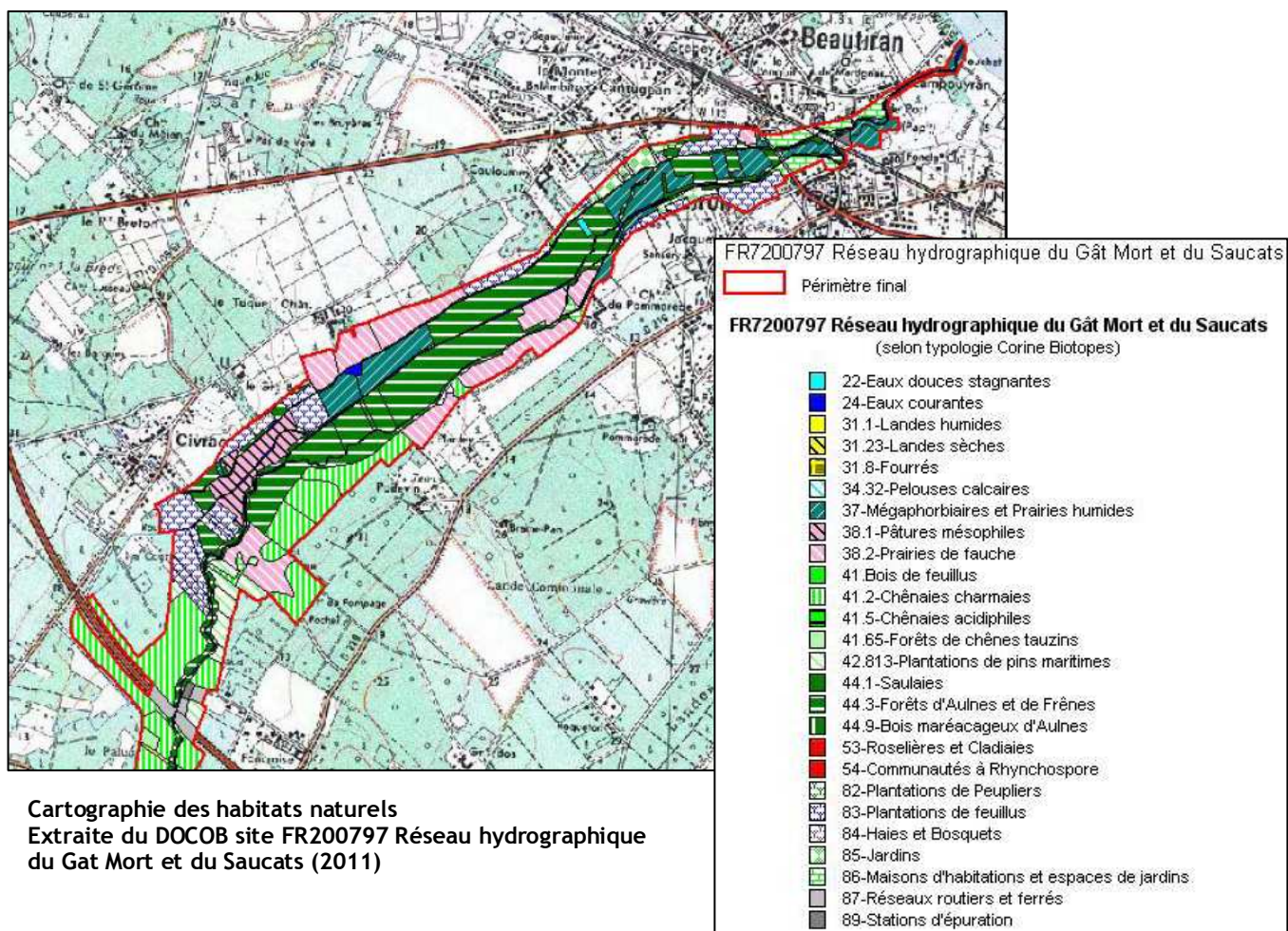
- les forêts d'aulnes et de frênes (code Corine Biotope 44.3)
- les mégaphorbiaies et prairies humides (code Corine Biotope 37).

Ces secteurs revêtent une importance écologique particulière tant en terme de biodiversité, que de prévention des inondations ou de dépollution des eaux.

Ces zones humides sont protégées par la loi sur l'eau codifiée aux articles L. 210-1 et suivants du code de l'environnement qui soumet à autorisation ou déclaration les activités et travaux susceptibles d'avoir un impact sur la conservation de ces zones.

De par leur fonctionnalité, les zones humides sont aujourd'hui au centre des préoccupations quant à la conservation et leur réhabilitation (protection par le biais de la loi sur l'eau notamment).

Ces zones humides associées à la présence du Gât Mort et de la Garonne présentent en outre une forte diversité : prairies humides fauchées ou pâturées, boisements alluviaux de type aulnaie et aulnaie frênaie, mégaphorbiaies,....



Cartographie des habitats naturels
Extraite du DOCOB site FR200797 Réseau hydrographique
du Gât Mort et du Saucats (2011)

2.3 Les corridors ou continuités écologiques (trames vertes et bleues)

2.3.1 Définition et généralités

Les trames vertes et bleues sont un des principaux apports des lois du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (dite loi Grenelle I) et du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite loi Grenelle II) en termes de préservation des espaces naturels par les documents de planification. La restauration des trames vertes et bleues fait partie des objectifs phares affichés par le Grenelle de l'Environnement.

Les PLU doivent « tenir compte » de leur présence, en les préservant ou en les réhabilitant.

La fragmentation des habitats, leur dégradation ou leur destruction par des aménagements ou activités humaines constituent la principale cause de diminution ou d'extinction des espèces animales et végétales.

Afin de garantir le fonctionnement écologique des différents milieux naturels ou semi naturels et le bon déroulement du cycle biologique des espèces de faune et de flore qui les fréquentent à l'échelle communale mais surtout à l'échelle de l'aire de répartition de ces espèces, il convient de préserver les corridors écologiques existants reliant ces différents espaces et de ne pas aggraver les coupures existantes.

Concrètement, identifier les trames verte et bleue consiste à identifier les routes naturelles (on parle de continuités écologiques ou de corridors écologiques) que pourront emprunter la faune et la flore sauvages pour communiquer et échanger entre noyaux de populations.

La trame verte et bleue (TVB) est un ensemble d'espaces qui assurent, par eux-mêmes ou en raison de leur aménagement et/ou gestion, le maintien et la continuité d'un maillage des écosystèmes nécessaires à la préservation de la biodiversité, en particulier ses capacités d'adaptation et d'évolution. Elle est cartographiée à l'échelle 1/5000e.

L'article 24 de la loi 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (dite loi Grenelle I) définit la trame verte comme constituée des espaces protégés en application du droit de l'environnement et des territoires assurant leur connexion et le fonctionnement global de la biodiversité. La trame bleue est son équivalent pour les eaux superficielles et leurs écosystèmes associées (zones humides, boisements linéaires des cours d'eau, ...)

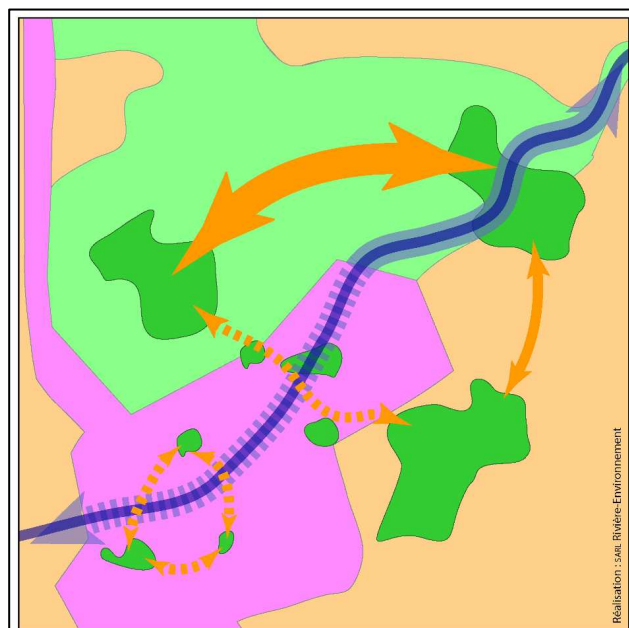
Plus précisément, la trame verte et bleue est constituée :

1. des espaces identifiés pour leur intérêt écologique (zones noyaux dites Zones d'Intérêt Ecologique Majeure), selon une méthodologie nationale à définir et après un inventaire du patrimoine naturel, qui pourraient correspondre à :

- des espaces reconnus pour leur intérêt écologique (inventaires notamment ZNIEFF - à réorienter - ou ceux repérés dans des documents ad hoc, comme les directives paysagères ou les chartes de PNR ou les réserves MAB, etc...);
- l'ensemble des masses d'eau (au sens de la directive 2000/60 cadre sur l'eau) et en particulier des cours d'eau ;
- des espaces bénéficiant de mesures de conservation, de labellisation (Natura 2000, terrains du CELRL, ...) et de protection (sites classés, parcs nationaux, réserves naturelles, forêts de protection, arrêtés de biotope, etc...);
- des espaces non reconnus, ni préservés auparavant mais identifiés par cette méthodologie.

2. Des espaces de continuité écologique (ECE) qui assurent la connexion des espaces précédents. Ces ECE constituent la réelle nouveauté, car ils concernent des espaces dont les enjeux propres apparaissent comme secondaires en suivant une analyse purement patrimoniale (il s'agit bien de prendre en compte aussi la nature « commune »). Toutefois, ces ECE s'appuieront préférentiellement sur l'intensité du maillage des zones noyaux définies par leur richesse en termes de biodiversité.

Schémas de représentation de la trame verte et bleue :



Les trames vertes et bleues : entre nature, campagne et ville

Zones à dominante :

Perméabilité à la biodiversité
+
-

Urbaine

Agricole

Naturelle

Les corridors (ECE) : La trame verte et bleue

Trame verte

Trame bleue

Connexions d'intensité différente

Corridor en discontinuité

Zone source et réservoir de biodiversité (ZIEM)

Réalisation : SARL
Rivière-Environnement



Préserver et remettre en bon état des continuités écologiques : agir à différents niveaux !

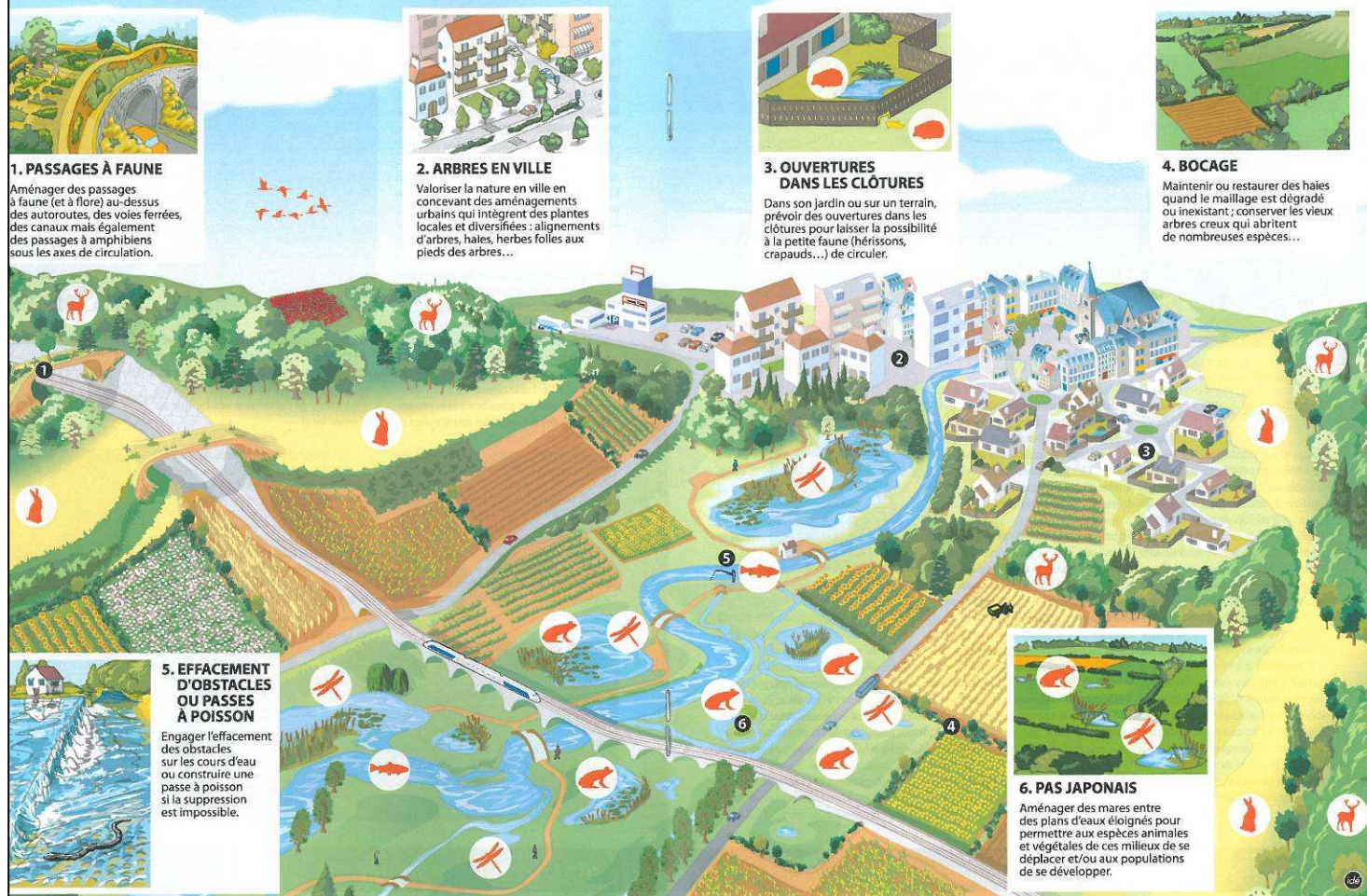


Schéma extrait du guide « La trame verte et bleue en France métropolitaine : Enjeux et expérience » - Ministère de l'écologie, du développement durable, du transport et du logement, novembre 2010

2.3.2 Identification des corridors écologiques à préserver sur la commune

Sur le territoire rural de Castres-Gironde, caractérisé par l'importance de la couverture forestière sur les deux tiers sud de la commune, il est difficile de faire ressortir la présence d'une ou plusieurs trames.

Nous avons identifié les corridors écologiques sur la base d'une lecture de la photographie aérienne à partir des grands ensembles intercommunaux. Nous ne nous sommes pas attachés à déterminer sur le terrain les corridors infra communaux relatifs à tel ou tel groupe d'espèces comme par exemple les corridors à batraciens qui concernent des milieux variés utilisés par période du cycle de vie (boisements en hivernage, puis migration vers des zones en eau pour la reproduction).

Les grands corridors qui nous sont apparus concernent bien entendus les cours d'eau et les milieux écologiques associés de fond de vallée (ripisylve, zone humide) qui constituent les trames bleues.

La Garonne en particulier et dans une moindre mesure le Gât Mort constituent des axes de circulation des poissons migrateurs dans leur cycle biologique de reproduction (aloses, lamproies, anguilles,...).

Garonne et Gât Mort (et son annexe le Pommarède) constituent des trames bleues dont les boisements rivulaires permettent également aux espèces terrestres de se déplacer (oiseaux, insectes, mammifères, reptiles,...).

Les ripisylves des cours d'eau (boisements linéaires de bordure de cours d'eau) constituent des trames écologiques et paysagères à préserver.

Les vallées en elles-mêmes (boisements linéaires, zones humides associés,...) constituent un corridor écologique pour un cortège d'espèces liées aux milieux ouverts et/ou humides (flore, insectes, oiseaux, mammifères,...).

Le linéaire de la Garonne fait de sa vallée alluviale une trame bleue d'une importance toute particulière reliant le massif pyrénéen à l'océan Atlantique.

A l'échelle intercommunale, la Garonne joue un rôle d'interface entre différents sites d'importance environnementale tels que :

- Le site Natura 2000 « bocage humide de Cadaujac et St Médard d'Eyrans au Nord Ouest de Castres ;
- la ZNIEFF de type II « bocage humide de la basse vallée de la Garonne » dont le périmètre est en partie repris par le site Natura 2000 précité ;
- la ZNIEFF de type I coteaux calcaires de Tabanach et Beaurech au Nord de Castres ;
- le site Natura 2000 « Réseau hydrographique du Gât Mort et du Saucats ».

La vallée du Gât Mort, orientée nord est / sud ouest (sens de migration des oiseaux) présente encore une diversité de zones humides ouvertes (prairies, mégaphorbiaies) ou boisées et joue de ce fait un rôle important pour les espèces liées aux milieux humides et bocagers avec notamment une espèce phare, le Vison d'Europe.

Les prairies présentent une diversité floristique intéressante.

La vallée du Gât Mort relie la vallée de la Garonne au massif forestier des Landes de Gascogne.

Le massif boisé constitue outre un habitat pour de nombreuses espèces également un corridor de déplacement en particulier pour la grande faune.

Cet ensemble boisé sur la partie centrale et sud de la commune joue également le rôle de continuité écologique avec le massif forestier des Landes de Gascogne (notamment pour les espèces forestières)



Secteur de lisière entre prairie et boisement favorable à la biodiversité

bien que la biodiversité d'un milieu sylvicole planté de pins maritimes soit moins riche qu'un milieu bocager ou que les boisements des vallées humides.

L'effet de lisière entre les espaces agricoles et forestiers renforce le contraste entre espaces ouverts et espaces boisés. Ces lisières matérialisent également une trame de circulation pour la faune.

En dehors de son rôle écologique, le massif forestier joue également un rôle important notamment en matière de régulation des eaux de ruissellement et de captage de gaz à effet de serre.

L'autoroute A62 localisée au sud-ouest à proximité de la commune constitue toutefois un obstacle à la circulation de la faune.

L'urbanisation est source de dégradation des continuités écologiques. Les deux principaux corridors à savoir, la vallée du Gât-Mort et la vallée de la Dordogne conservent encore de fortes potentialités qu'il convient de préserver.

En revanche, les liaisons « intra-communales » sont menacées par l'urbanisation et l'uniformisation du paysage de certaines pratiques agricoles (disparition des haies, réduction des boisements, ...).

Le projet de LGV pourrait également contrarier la continuité écologique de la trame forestière.

Il est fondamental de maintenir ou de restaurer les continuités écologiques entre milieux agricoles, naturels et semi-naturels de façon à former des réseaux cohérents d'habitats naturels fonctionnels garantissant la pérennité des échanges faunistiques et floristiques.

2.4 Les autres milieux d'intérêt écologique

Outre les sites Natura 2000, les zones humides et les corridors écologiques qui se recoupent (qui se superposent partiellement sur la commune), il ne faut pas négliger l'intérêt environnemental des milieux naturels ou semi-naturels que l'on pourrait qualifier de « communs » car non protégés en tant que tels, tels que les boisements, les espaces agricoles et notamment les prairies de fauche ou d'élevage, les espaces non entretenus (friches, mégaphorbiaies), les réseaux de haies, les bandes enherbées, ...

L'intérêt de ces milieux peut s'apprécier par une analyse croisée de leurs fonctionnalités environnementales : biodiversité, régulation du climat, infiltration des eaux, qualité des sols et des eaux,

Ce sont ces milieux qui subissent le plus les effets de l'urbanisation et qui reculent un peu partout à l'échelle locale, nationale et communautaire.

Les prairies naturelles de fauche sont des espaces de forte biodiversité tant animale que végétale et elles sont nombreuses sur la commune.

Elles constituent des lieux de vie, de reproduction et de transit pour une multitude d'espèces que ce soit des mammifères (divers rongeurs, lièvres, ...), des oiseaux de plaine nichant au sol tels que caille, alouette des champs, ... ou se nourrissant d'insectes fréquentant ces prairies : hirondelles, martinets, petits passereaux, ...).

Les chiroptères (chauve souris qui font toute l'objet d'une protection réglementaire) y trouvent également des territoires de chasse.

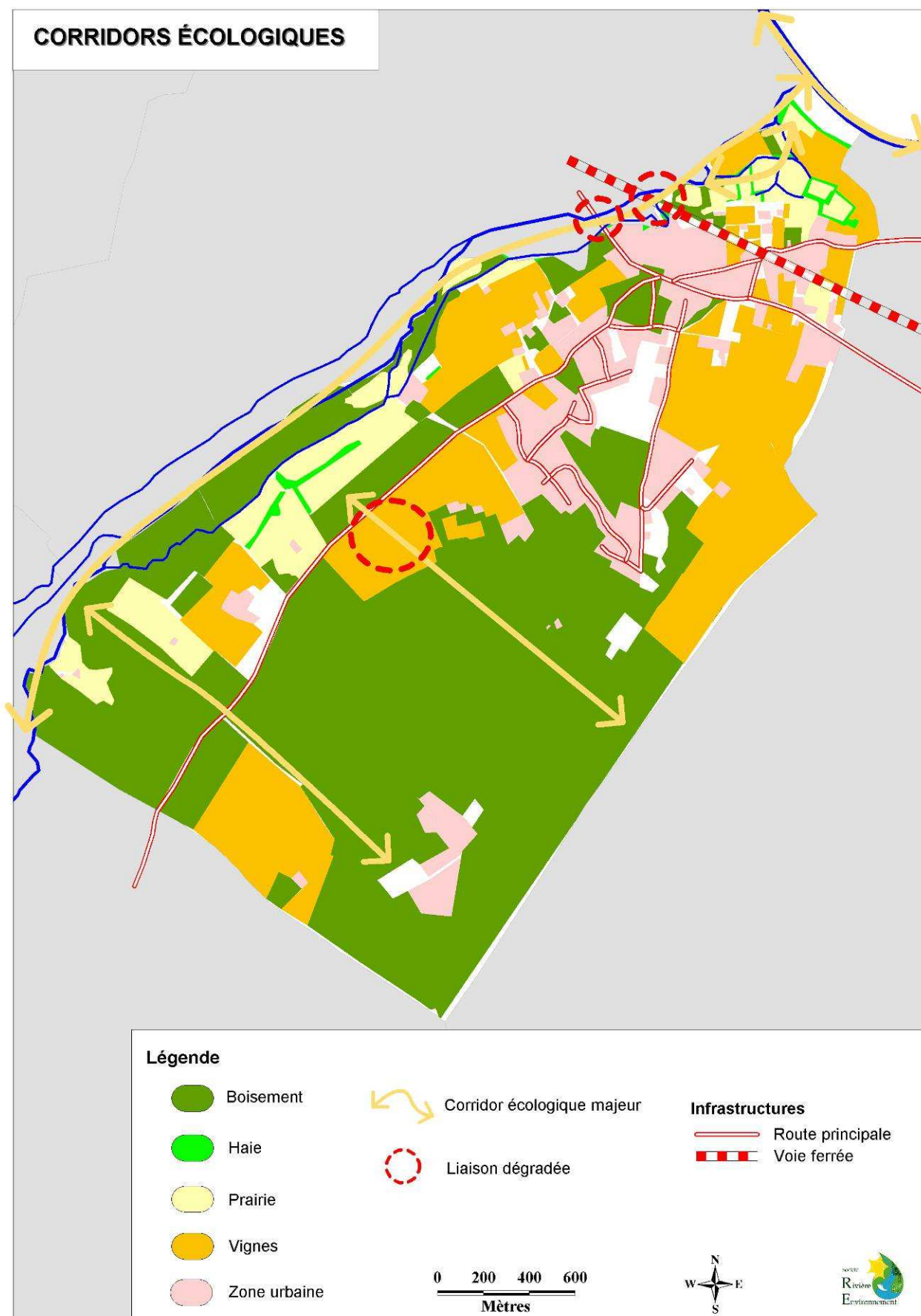
Les lépidoptères (papillons) et odonates (libellules) sont aussi nombreux à fréquenter ces prairies.

Les effets de lisière que les prairies ou vignes engendrent au contact des boisements constituent notamment des lieux de transit pour les espèces.

Les boisements sur la commune et les rares formations linéaires boisées constituent également des milieux de grand intérêt notamment en termes de lieux de vie et de corridor de déplacement pour la grande faune (cervidés, suidés).

Il s'agit également de lieux de nidification pour certains rapaces (buse variable, milan noir, ...). Les rapaces sont tous protégés sur le territoire national.

CORRIDORS ÉCOLOGIQUES



Les haies et bosquets constituent également des corridors de déplacement et lieux de vie pour une multitude d'espèces. Ces formations revêtent notamment une grande importance pour la nidification d'oiseaux de bocage, tels que la tourterelle des bois.

Concernant les cultures, les vignes enherbées abritent en fonction des saisons et des traitements un cortège d'insectes à la base de l'alimentation de nombreux oiseaux. Les céréales à chaume constituent des refuges plus intéressants que le maïs pour la faune et la flore (besoin d'irrigation très limité, moins d'intrants, présence de plantes mellifères).

L'ensemble de ces espaces naturels ou semi-naturels, boisés ou non boisés constituent à divers degrés des lieux de biodiversité.

Il ne faut pas non plus oublier, exception faite des cultures, le rôle important qu'ils jouent en matière d'infiltration et d'épuration des eaux, de régulation des gaz à effet de serre, de lutte contre l'érosion des sols, autant de paramètres indispensables au bon équilibre des milieux et favorables au cadre de vie de la commune et au développement durable (lorsque ces paramètres sont dégradés, cela entraîne notamment des coûts importants pour la collectivité).



Recul des espaces semi-naturels au profit de l'urbanisation

Les zones à grand enjeu environnemental correspondent aux vallées qui regroupent une mosaïque de milieux patrimoniaux (milieux ouverts et boisés, humides ou non, linéaires de haies bocagères, ...).

La nature dite ordinaire correspondant notamment aux secteurs boisés du plateau ou aux secteurs agricoles qui jouent également un rôle déterminant à plusieurs points de vue : biodiversité (fonction des pratiques culturales), maintien des sols, infiltration et dépollution des eaux, régulation du climat,...

Il nous paraît donc difficile de reléguer cette nature dite ordinaire au second plan. Elle est amenée à intégrer les trames vertes et bleues.

3. Les ressources naturelles et leur gestion

3.1 La gestion de l'eau

3.1.1 Alimentation en eau potable (A.E.P.)

La commune adhère au syndicat des eaux AR.PO.CA.BE (Arbanats, Portets, Castres, et Beautiran). L'eau distribuée sur le Syndicat d'AR.PO.CA.BE provient d'un captage appartenant à la Communauté Urbaine de Bordeaux situé sur la commune de CASTRES captant la nappe de l'oligocène (17 m). Le captage situé sur la commune de PORTETS captant la même nappe (58 m) est peu exploité.

Ces forages n'ont pas fait l'objet de la procédure d'établissement des périmètres de protection. L'eau subit un traitement de désinfection. Elle est distribuée sur le réseau des communes d'ARBANATS, BEAUTIRAN, CASTRES et PORTETS.

La société Lyonnaise des Eaux, exploitante du réseau de distribution, effectue une autosurveillance de la qualité.

Le bilan 2010 est résumé dans le tableau ci-dessous (source : Agence régionale de santé d'Aquitaine).

BACTERIOLOGIE: La qualité bactériologique est évaluée par la recherche de micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination.	100 % des 34 analyses réalisées sont conformes. Très bonne qualité bactériologique
NITRATES : Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels. La teneur ne doit pas excéder 50 mg/l.	Teneur moyenne = 6 mg/l Taux de nitrates conforme
DURETE : Teneur en calcium et en magnésium exprimée en degré français (°F). Il n'y a pas de valeur limite réglementaire.	Valeur moyenne = 29°F Eau calcaire
PESTICIDES : Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. La teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l.	Teneurs en pesticides recherchées inférieures aux seuils de détection Teneur en pesticides conforme
FLUOR : Oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La teneur moyenne ne doit pas excéder 1,5 mg/l.	Teneur moyenne nulle Teneur en fluor conforme
GOUT ET ODEUR : La désinfection de l'eau peut parfois engendrer des désagréments pour le consommateur (goûts et odeurs). Aux doses recommandées pour le traitement de l'eau de boisson, il n'a pas été décrit d'effets nocifs chez l'homme. L'odeur, la couleur ou le goût change : signalez-le à votre distributeur d'eau ((voir adresse sur la facture d'eau).	
PLOMB : A la sortie des stations de traitement, l'eau est exempte de plomb. La présence de traces de plomb dans l'eau du robinet provient de la dégradation des canalisations en plomb qui peuvent encore subsister au niveau du branchement public et/ou du réseau intérieur de votre habitation. Le remplacement de toutes ces canalisations reste la solution la plus efficace pour éviter tout risque pour la santé. Dans les habitats anciens équipés de tuyauteries et (ou) de branchements en plomb, laisser couler l'eau ayant stagné dans les canalisations (par exemple le matin au réveil ou au retour d'une journée de travail) avant de la consommer.	

Sur la commune, on recense cinq forages d'eau potable, localisés au sud-est du territoire (cf. carte ci-dessous). Ces forages appartiennent tous à la communauté urbaine de Bordeaux (CUB).

La plupart captent dans la nappe de l'Oligocène à faible profondeur. Les forages dénommés HT1, HT2, HT3 et Rocher 3 captent ainsi l'Oligocène à entre 8 et 17 m de profondeur. Selon le DOCOB du site Natura 2000 réseau hydrographique du Saucats et du Gât Mort.

Par ailleurs, les prélèvements importants de l'usine de Bellefond pour la Communauté Urbaine de Bordeaux ans la nappe oligocène influe sur l'hydrologie du Gât Mort, la connectivité entre la nappe oligocène et le cours d'eau étant établie.

Le forage HT3 d'une capacité de 1040 m³/j est le principal forage alimentant les communes adhérentes au Syndicat des eaux AR.PO.CA.BE.

Une procédure est en cours pour instituer des périmètres de protection immédiat et rapproché autour de ce forage dans lesquels des servitudes liées aux usages du sol et du sous-sol seront instituées.

La nappe de l'Oligocène est classée en zone de répartition des eaux par arrêté préfectoral du 28/02/2005. Les prélèvements d'eau non domestiques (>1000 m³/an) réalisés dans cette nappe et effectués à plus de 15 m de profondeur nécessitent :

- une déclaration au titre de la loi sur l'eau s'ils ne dépassent pas 8 m³/j.
- une autorisation au titre de la loi sur l'eau au-delà de 8 m³/j.

Ceci afin de préserver la ressource jugée déficitaire.

Le captage dénommé Bellefond 2 capte quant à lui l'eau de l'Eocène moyen à 313 m de profondeur. Il existe également une source captée à 3 m de profondeur, la source de Bellefond.

L'Agence de l'eau a relevé les prélèvements d'eau potable présentés en suivant. A titre comparatif, nous évoquons les trois dernières campagnes annuelles de suivi disponibles (2009 à 2011) qui mettent en évidence une baisse des consommations d'eau :

Année 2009

Nature	Eau potable	
	Volume	Nombre d'ouvrages
Eau de surface	1 468 781	1
Nappe captive	499 306	3
Total	1 968 087	4

Année 2010

Nature	Eau potable	
	Volume	Nombre d'ouvrages
Eau de surface	1 300 556	1
Nappe captive	495 806	4
Total	1 796 362	5

Année 2011

Nature	Eau potable	
	Volume	Nombre d'ouvrages
Eau de surface	1 159 414	1
Nappe captive	534 688	4
Total	1 694 102	5

Il n'est pas recensé de prélèvements autres que l'eau potable.

Les autorisations de prélèvement de la CUB sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2008 qui fixe les volumes maximums à prélever.

Les données fournies par la Lyonnaise des Eaux relatives à la distribution d'eau potable sur la commune font état des données suivantes pour l'année 2011 :

Eau Potable	Nombre de clients au 31/12/11	Consommation annuelle 2011
	879	90 417 m ³

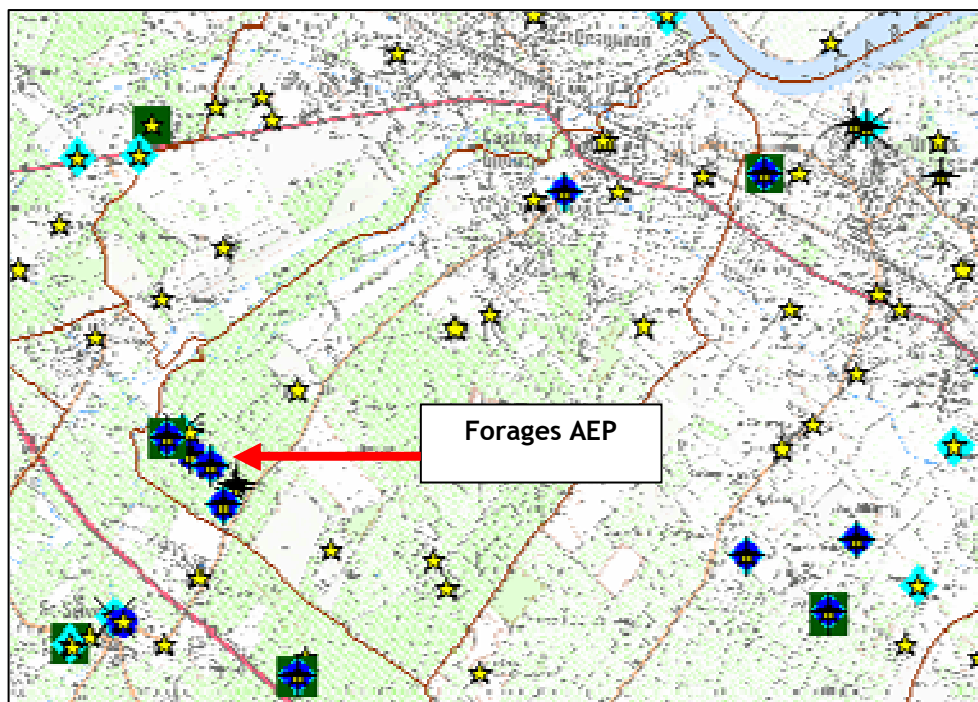
Il faut noter que le Porter à Connaissance incite la commune à s'équiper d'une alimentation de substitution pour des raisons de sécurité sanitaire.

Dans le cadre du SAGE Nappes Profondes, de nouveaux prélèvements sont à l'étude dans le secteur de Saint-Magne. Ceci répondra à deux objectifs :

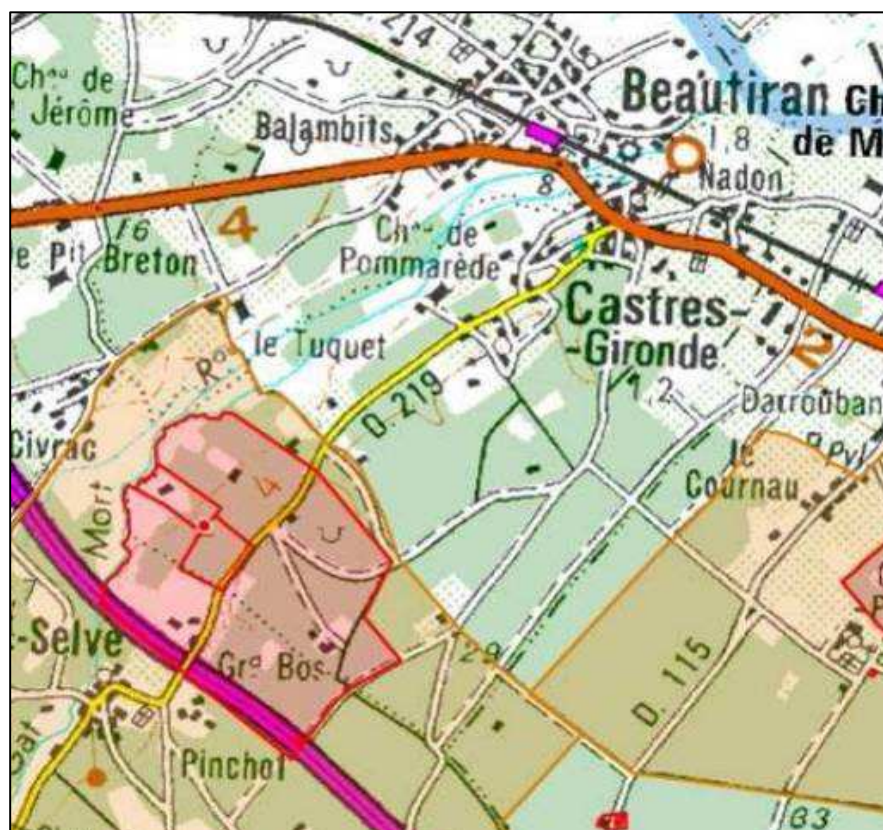
- économiser la ressource en eau des nappes du Tertiaire, actuellement très exploitées
- trouver une nouvelle ressource pour alimenter la CUB et l'Entre-deux-Mers en eau potable.

L'implantation a été validée par la commission locale de l'eau en 2009.

Il faut rappeler que tout forage privé de captage d'eau doit, conformément à la législation et quelque soit son usage, être déclaré en mairie.



Localisation des points de captage sur la commune
Source : BRGM



Localisation des périmètres de protection en cours d'institution
Source : DDASS de Gironde

Légende :

- Point de captage
- Périmètre de protection rapproché
- Périmètre de protection éloigné

Remarque importante :

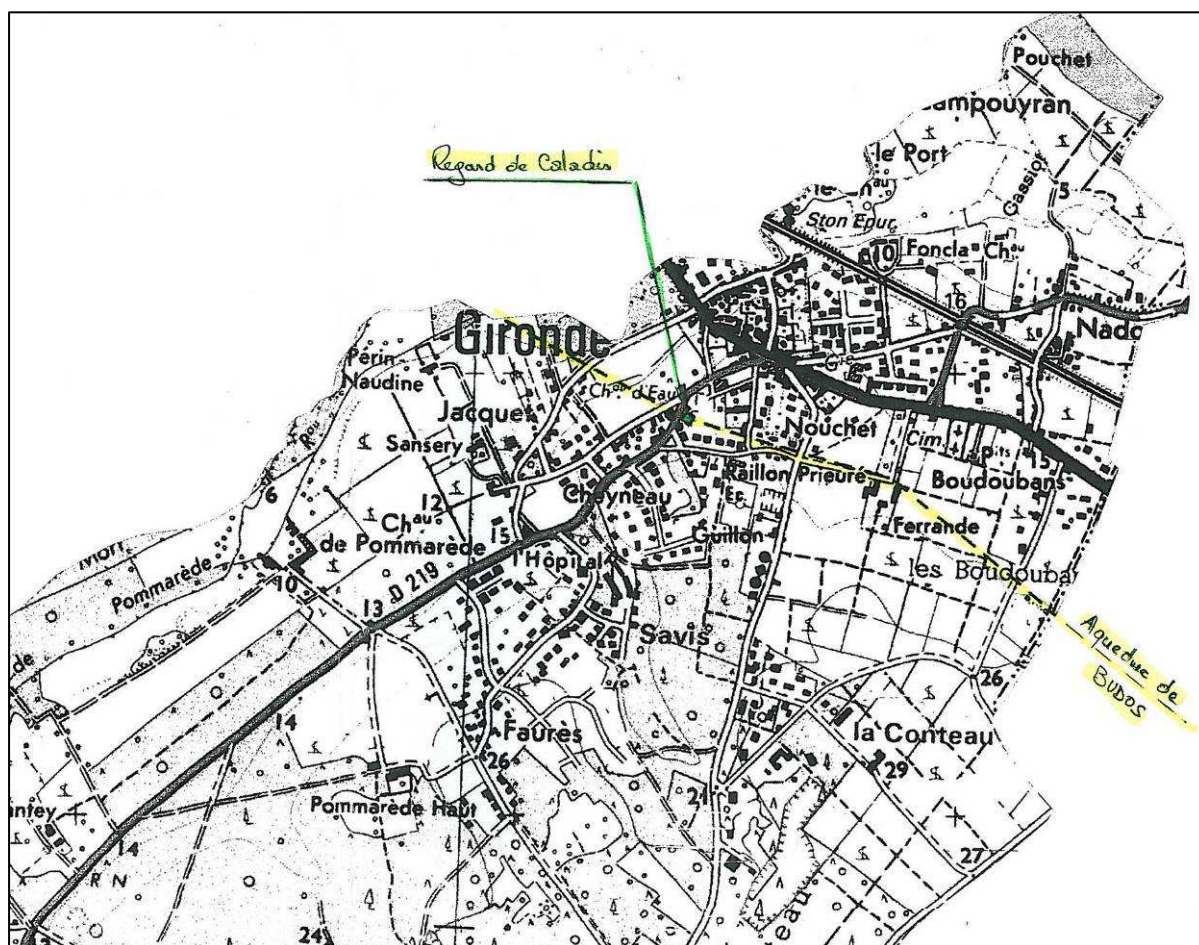
Il faut noter que la commune de Castres-Gironde est traversée par l'aqueduc de Budos d'est en ouest au sud de la RD1113. Cet aqueduc, déclaré d'utilité publique, alimente Bordeaux en eau potable.

Sa présence entraîne l'application de servitudes :

- Servitude de passage de 8 m de large (4 m de part et d'autre de l'aqueduc) ;
- Servitude non aedificandi de 15 m de large (7,5 m de part et d'autre de l'aqueduc de l'aqueduc) ;
- Servitude de protection sanitaire de 70 m de large (35 m de part et d'autre de part et d'autre de l'aqueduc) visant à prévenir tout risque de pollution par utilisation de substances polluantes.

Le Code de la Santé Publique prévoit dans son article L. 1324-4 une disposition pénale générale applicable en cas de dégradation des aqueducs : « Le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation ou de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité, dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, conduites, aqueducs, réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende.

Le fait d'abandonner, par négligence ou incurie, des cadavres d'animaux, des débris de boucherie, fumier, matières fécales et, en général, des résidus d'animaux putrescibles dans les failles, gouffres, bétoires ou excavations de toute nature, autres que les fosses nécessaires au fonctionnement d'établissements classés est puni des mêmes peines ».



Zoom sur la localisation de l'aqueduc de Budos

Source : Porter à connaissance, DDTM, 2008

3.1.2 Gestion des eaux usées

Assainissement collectif et individuel coexistent sur la commune.

Castres-Gironde adhère au syndicat CAPOAR composée des communes de Castres, Portets et Arbanats qui gère l'assainissement collectif.

Les données fournies par la Lyonnaise des Eaux relatives à l'assainissement sur la commune font état des données suivantes pour l'année 2011 :

Assainissement	Nombre de clients au 31/12/11	Consommation annuelle 2011
	751	75 336 m ³

La commune est dotée d'un schéma directeur d'assainissement réalisé en 1999, document de référence dont les préconisations doivent être suivies.

Il définit les modes d'assainissement adaptés au contexte local et à la nature des sols afin de préserver les besoins du milieu naturel (Cf. cartographie de l'aptitude des sols à l'assainissement individuel présenté en page suivante). Le schéma directeur d'assainissement est une réponse au souci de préservation de l'environnement. Il permet à la commune de disposer d'un schéma global de gestion des eaux usées sur son territoire. Il constitue aussi un outil pour la gestion de l'urbanisme, réglementaire et opérationnel.

Globalement, les sols sablo-graveleux de la commune présentent une bonne aptitude à l'assainissement individuel (sols perméables).

Cf. en carte page suivante.

Les eaux usées collectées étaient acheminées jusqu'à lors vers la station d'épuration communale (de type aération prolongée) capable de traiter une charge de pollution de 1500 équivalents habitants. Elle est située au nord de la commune le long du Gât Mort et se rejette dans celui-ci.

Cette station d'épuration posait deux problèmes en termes de gestion des effluents :

- Capacité de traitement à saturation.
- Localisation en zone inondable.

Il était également noté la présence d'ammonium dans le rejet qui indique un défaut du processus de nitrification.

Un projet de modernisation de l'unité de traitement a donc été mené par le syndicat intercommunal d'assainissement CAPOAR.



Station d'épuration existante

Une nouvelle station d'épuration collecte les eaux usées des trois communes adhérentes au syndicat intercommunal d'assainissement CAPOAR vient d'être construite sur la commune de Portets sur Garonne. Elle a une capacité de 7500 équivalents habitants.

Elle améliore ainsi la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel tout en augmentant les possibilités de raccordement de nouveaux logements. Dans le cadre de ce projet, les habitations à « Nadon » sont reliées au système d'assainissement collectif.

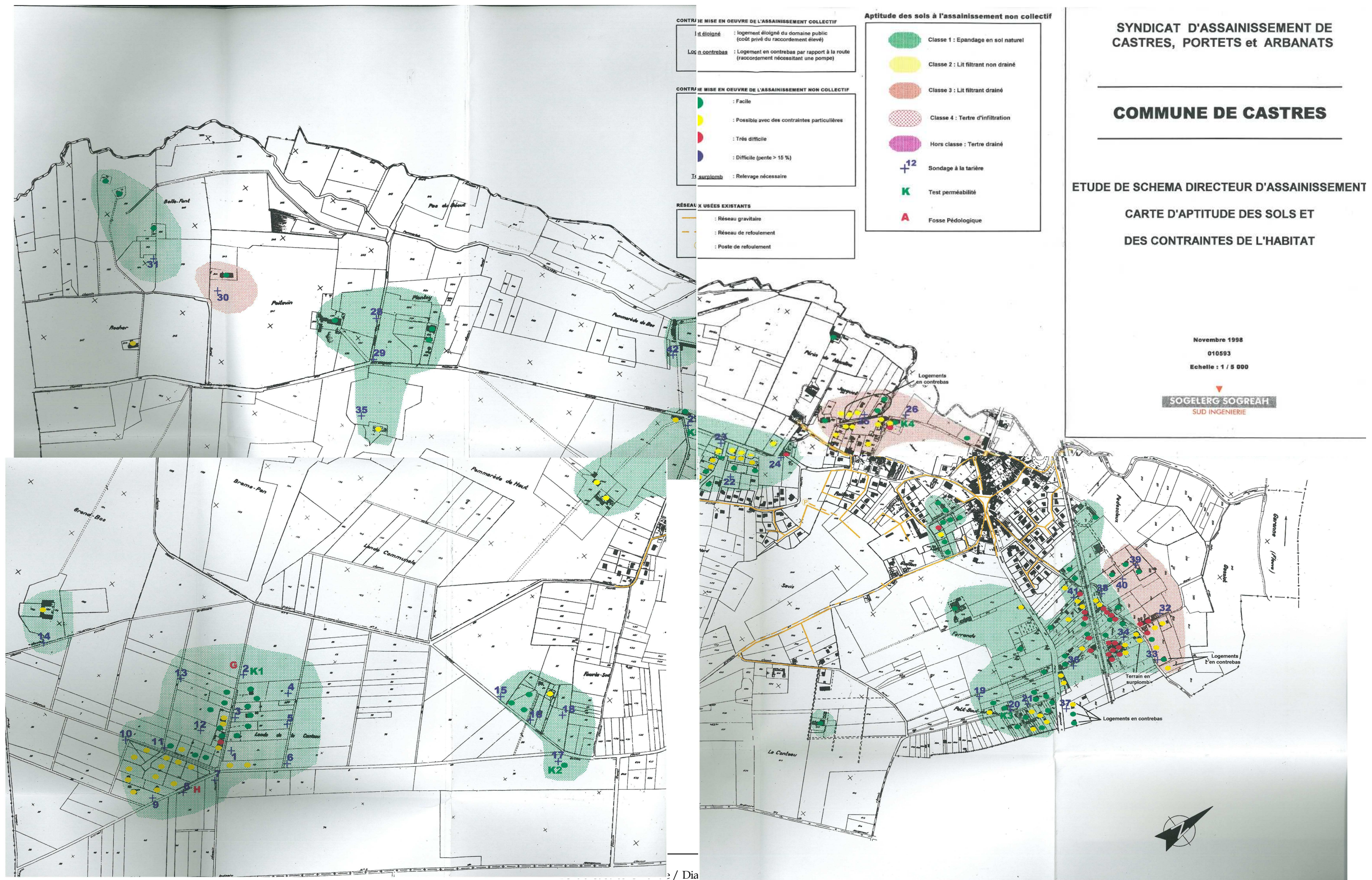
La nouvelle station d'épuration de Portets a été mise en route en avril 2012. Après une phase de mise au point, elle traite les eaux usées de Castres depuis la réalisation, début juin 2013, de la canalisation de transfert entre la station d'épuration de Castres et celle de Portets.

L'assainissement individuel ne concerne qu'une petite partie des habitations de la commune. Les lieudits « Roqueton » au sud et « Nadon » au nord sont concernés. A court terme, seul Roqueton sera en assainissement individuel.

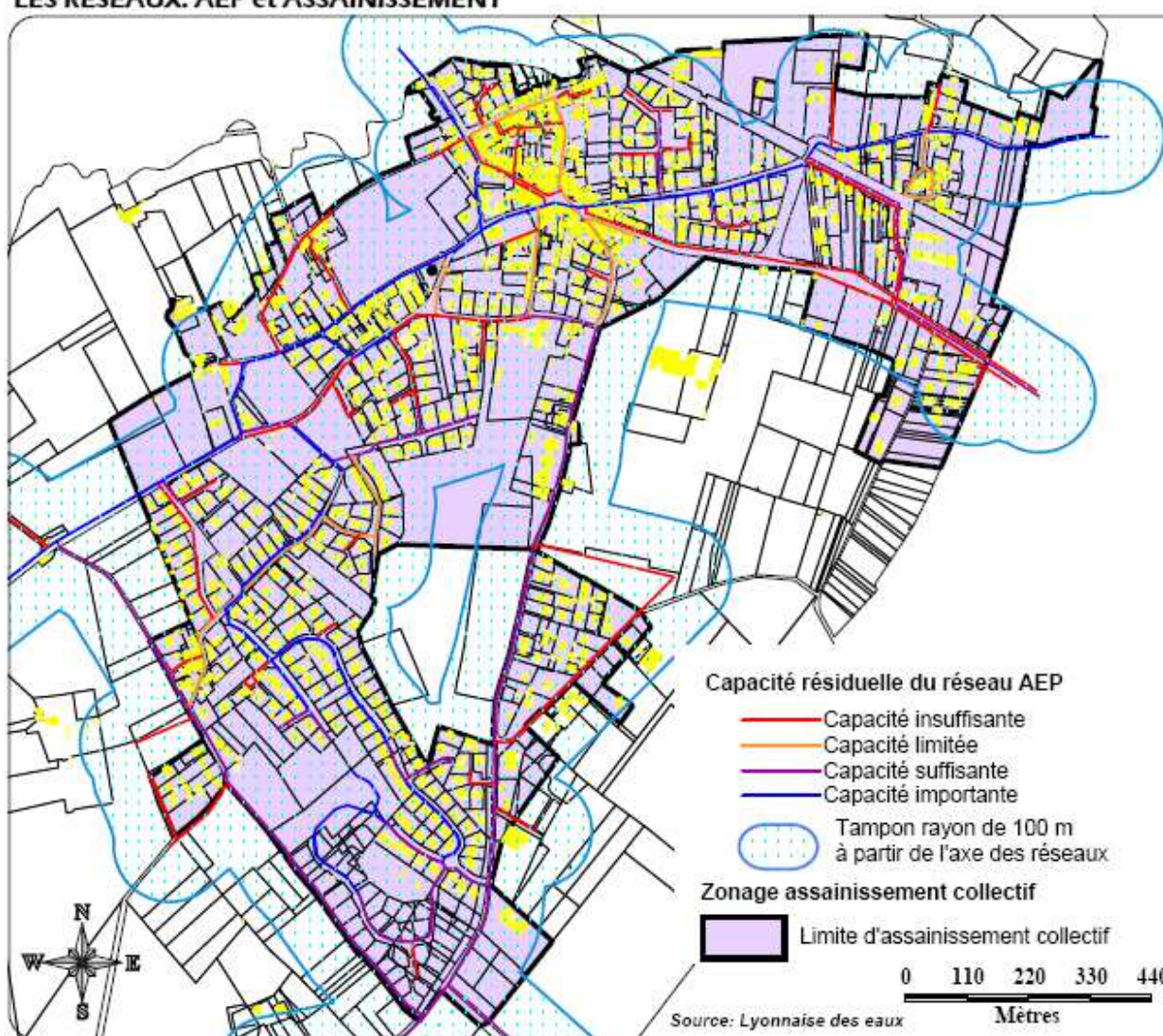
Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est mis en œuvre sur la commune.

Il a en charge le diagnostic et le contrôle des systèmes autonomes d'assainissement. Toutes les installations d'assainissement individuel doivent être contrôlées et leur état de conformité évalué au 31 décembre 2012. Ce syndicat intercommunal siège à Saint-Morillon.

Il gère l'assainissement individuel des communes de Saint-Selve, Saint Morillon, Cabanac-Villagrains, Castres et Saucats.



CASTRES GIRONDE **LES RESEAUX: AEP et ASSAINISSEMENT**



Réalisation SARL Rivière-Environnement



Réalisation SARL Rivière-Environnement

3.1.3 Gestion des eaux de ruissellement

Les eaux ruissellement sont actuellement drainées par des fossés et évacuées vers le réseau hydrographique.

Ces eaux pluviales sont à considérer selon deux angles d'approche.

- en terme de gestion hydraulique (risque inondation) :

En cas de mauvais entretien des fossés, des canalisations ou des avaloirs captant les eaux de ruissellement ou bien en cas de création d'obstacles à leur libre écoulement naturel sur le bassin versant, les eaux de ruissellement peuvent inonder les zones basses de stockage.

Ce phénomène est d'autant plus amplifié que l'artificialisation des sols est importante sur le bassin versant.

Sur la commune et selon les informations obtenues, la RD 1113 entraînerait des problèmes d'écoulement et de montée des eaux en bordure de voirie.

- en terme qualité (risque de pollution des eaux superficielles) :

Les eaux de ruissellement lessivent les sols et se chargent en polluants présents sur les sols. La diversité des polluants et leur quantité varient en fonction de l'utilisation du sol en place. Les eaux se chargent en polluants divers (pesticides, nitrates, hydrocarbures, métaux lourds...) qui se fixent pour la plupart sur les matières en suspension qui constituent en elles-mêmes une perturbation pour le milieu naturel.

Afin de lutter contre les conséquences d'une mauvaise gestion des eaux pluviales, les projets d'une superficie supérieure à 1 ha ou captant un bassin versant supérieur à 1 ha sont soumis à déclaration au titre de la loi sur l'eau et à autorisation au-delà de 20 ha. Conformément à la réglementation, ces projets imperméabilisant le sol doivent mettre en œuvre des mesures compensatoires de rétention et/ou d'infiltration des eaux pluviales.

3.2 Les richesses du sol et sous-sol

3.2.1 Les matériaux exploitables

La commune, localisée dans la région de production des vins dits de graves, dispose d'un gisement potentiel de graviers, sables et galets selon le schéma départemental des carrières de la Gironde approuvé par arrêté préfectoral du 31 mars 2003(non opposable aux documents d'urbanisme).

Si aucune exploitation n'est actuellement en cours sur la commune, des extractions anciennes ont été réalisés dans le secteur boisé de Brame Pan, Roqueton et l'Hermitage.

Ces anciennes gravières aujourd'hui reboisées couvrent une superficie de 30 hectares.

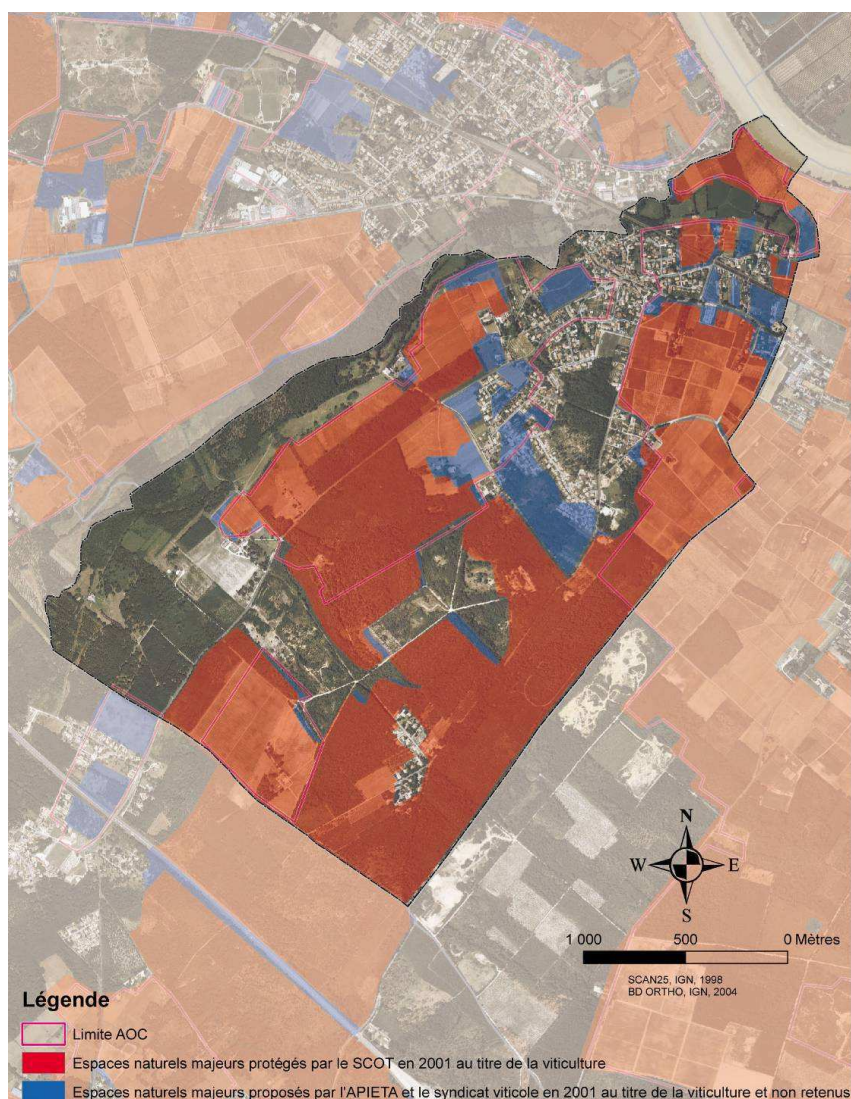
En cas de nouvelle exploitation future sur la commune, il y aura lieu de prévoir à l'avance le devenir de la gravière réhabilitée et ce conformément à la législation.

Pour compenser les effets sur l'environnement et le paysage d'une telle exploitation, des mesures de récréation de milieux naturels sont généralement mise en place : constitution de zones d'intérêt environnemental éventuellement intégrables dans les trames vertes et bleues, réhabilitation de zones humides diversifiées (mares temporaires, roselières, plan d'eau permanent avec végétalisation et découpage des berges, prairies humides,...).

3.2.2 La qualité agronomique du territoire communal

On relève sur la commune un fort potentiel agronomique relatif à la viticulture. L'ensemble du territoire communal est classé en appellation d'origine contrôlée (AOC) Graves et AOC Bordeaux. L'appellation d'origine contrôlée (AOC) est un label officiel français d'indication géographique protégée qui garantit l'origine de produits alimentaires traditionnels français décerné par l'INAO (Institut national de l'origine et de la qualité).

Le SDAU (futur SCOT) de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise classe pour cette raison une grande partie du territoire communal en tant que territoire viticole à enjeu, classé en espace naturel majeur.



Carte des zones viticoles classées au SDAU (2001)
Source : SYSDAU

La carte présentée ci-dessous tient compte des travaux récents menés dans le cadre de la révision du SCOT quant à l'actualisation des espaces naturels majeurs protégés au titre de la viticulture. En effet, le SYSDAU a mené, en concertation avec la Chambre d'agriculture, les syndicats viticoles et les communautés de communes, un travail de toilettage à la marge des Espaces Naturels Majeurs du Schéma Directeur de 2001.

A l'issue de cette concertation, une cartographie a été établie affinant la protection ; les nouveaux périmètres définis seront reportés dans le futur SCOT.

La carte suivante présente les espaces naturels majeurs actualisés de la commune de Castres-Gironde.



Synthèse de la gestion des ressources naturelles :

La question de l'eau apparaît primordiale, qu'il s'agisse de gestion quantitative ou qualitative des eaux souterraines ou des eaux de surface. Il est impératif d'intégrer ces problématiques dans le projet communal pour, en premier lieu, respecter les impératifs réglementaires et, en second lieu, éviter à l'avenir la démultiplication des coûts de gestion de l'eau (assainissement et eaux de consommation) et réduire les risques liés aux eaux de ruissellement.

La commune s'inscrit également dans un terroir viticole de qualité à l'origine d'un paysage caractéristique des bords de Garonne du pays des Graves où la vigne et le bâti traditionnel s'accordent parfaitement.

Les graves et sables sont également recherchés pour l'exploitation de matériaux (peu compatible avec la préservation des terroirs viticoles et des espaces forestiers, tout du moins pendant l'exploitation avant remise en état).

Nous n'avons pas ici parlé de la gestion de la ressource en bois du territoire moins concernée par le PLU.

4. Les pollutions et nuisances

4.1 Les déchets

La Communauté de Communes de Montesquieu dispose de la compétence « élimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés » pour la commune de Castres-Gironde et les 12 autres communes qui la constituent. L'élimination des autres types de déchets (industriels, artisanaux, électroniques, ...) sont à la charge des entreprises qui les produisent.

La politique intercommunale en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés est d'une part d'assurer le fonctionnement des différentes collectes, mais également assurer l'information du public quant à la réduction de la production de déchets, à leur recyclage, ...

Les filières d'élimination et de valorisation des déchets :

Il existe plusieurs modes de collecte sur le territoire intercommunal.

1) Collecte en porte à porte des ordures ménagères résiduelles.

La collecte concerne les déchets ménagers non recyclables. La collecte est conteneurisée (bacs roulements). Ces ordures ménagères résiduelles sont collectées hebdomadairement et parties à l'incinérateur Astria à Bègles. Les déchets incinérés sont valorisés pour la production d'énergie.

2) Collecte sélective des emballages ménagers à recycler en porte à porte.

Ces déchets sont collectés en sacs jaunes hebdomadairement. Ces déchets sont triés au centre de tri d'Illats puis transférés dans des usines de recyclage spécifique pour être à nouveau transformé en nouvel objet (vélo, objets en plastique, vêtements,...).

Une collecte des encombrants et des déchets verts en porte à porte pour des déchets verts et les déchets encombrants. Ces déchets sont également accueillis en déchèterie.

3) Collecte en apport volontaire

Des points d'apport volontaire pour deux types de déchets : le verre et les déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI).

Des points d'apport volontaire sont répartis sur le territoire communal et permettent aux usagers de déposer le verre. Le verre collecté est transporté au centre de traitement de Vayres en Gironde. Le verre est un matériau recyclable à 100% et permet la fabrication de nouveaux objets en verre à l'infini.

L'intensification du réseau de point d'apport volontaire pour le verre au niveau communal et intercommunal doit conduire à un meilleur captage de ce gisement et d'extraire ce matériau des ordures ménagères.

Une filière de traitement des **déchets d'activités de soins à risques infectieux** (DASRI) est en place sur la Communauté de Communes de Montesquieu. Les DASRI sont les déchets générés par les particuliers en auto médication tel que seringues, aiguilles, sondes, drains, pansements,... Ce type de déchets ne doit plus finir dans les ordures ménagères pour des raisons d'hygiène et de sécurité.

A l'échelle de la Communauté de Communes un seul point d'apport volontaire pour les DASRI permet de collecter ces déchets. Elle est située sur la commune de Léognan à la Maison départementale de la Santé à côté de l'église. Ces déchets sont ensuite acheminés au centre de traitement de Bassens.

Des **composteurs individuels** sont mis à disposition des habitants par la Communauté de Communes de Montesquieu pour la valorisation des déchets organiques (épluchures, déchets végétaux,...). Le compost ainsi produit permet d'enrichir naturellement les plantes du jardin ou d'intérieur. La Communauté de Communes de Montesquieu a mis à disposition plus de 2000 composteurs sur son territoire. 15 % des foyers sont équipés fin 2008. L'objectif que souhaite atteindre la CCM est d'équiper en composteur 30 % des foyers.

Deux **déchetteries** sont également présentes sur le territoire de la Communauté de Communes (la déchetterie de Migelane à Léognan à côté de l'aérodrome et la déchetterie de l'Arnahurt à la Brède).

Ouverts tous les jours à l'exception des jours fériés, ces équipements accueillent l'ensemble des déchets issus de l'activité des ménages : tout venant, déchets verts, gravats, bois, ferrailles, D3E (déchets d'équipement électrique et électronique), déchets ménagers spéciaux tels que les huiles alimentaires, de moteurs, les pots de peintures, phytosanitaires, piles, batteries, néons,...

Les deux déchetteries ont enregistré 68 985 entrées et ont collecté en tout 9778 tonnes en 2008 soit une production de 277 kg/hab. Si ce tonnage par habitant paraît élevé, il est surtout dû à l'apport des professionnelles et de l'importance de la part des déchets verts du fait du caractère paysager et pavillonnaire du territoire intercommunal.

Le *Plan Départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés* a été révisé pour tenir compte des objectifs nationaux concernant la valorisation des déchets d'emballage et de recyclage des matériaux. C'est un document de planification qui fixe pour les 10 prochaines années les objectifs et les moyens pour une gestion durable et respectueuse de l'Homme et de l'environnement.

Les objectifs du plan pour les 10 prochaines années sont :

- Produire moins de déchets et moins toxiques,
- Trier et recycler plus,
- Mieux traiter et stocker uniquement les déchets ultimes,
- Valoriser les déchets de l'assainissement (en particuliers les boues,...),
- Informier et sensibiliser,
- Maîtriser les coûts de la gestion des déchets.

Par la révision du Plan, le Conseil Général de la Gironde a insufflé à l'ensemble des collectivités une démarche de prévention et de limitation de la production de déchets.

Besoin en matière de gestion des déchets sur la commune de Castres-Gironde :

Afin d'améliorer la collecte des déchets, il serait souhaitable de prévoir dans les nouvelles résidences ou celles qui existent déjà, des points de regroupement pour la collecte.

Cela permettrait de :

- pallier la multiplication de bacs individuels qui encombreraient la voie publique et pourraient générer nuisances et accidents.
- rendre plus efficace la collecte des déchets (difficulté parfois à circuler dans les zones résidentielles),
- limiter les nuisances dues aux passages des camions de ramassages
- Réduire le coût énergétique du ramassage.

4.2 Nuisances sonores

En application de l'article L. 571-10 du code de l'environnement, le préfet recense et classe les infrastructures de transport terrestre en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic (infrastructures classées sur une échelle de 1 à 5 dont le niveau sonore est décroissant de la catégorie I à V).

Conformément à l'article R. 571-33 du code de l'environnement, les voies routières sont classées lorsque leur trafic est supérieur à 5000 véhicules/jour (selon les prévisions de la notice ou étude d'impact du projet), ainsi que les lignes ferroviaires urbaines et interurbaines assurant un trafic journalier effectif respectivement de 100 et 50 trains.

Deux infrastructures sont répertoriées comme étant des sources de nuisances sonores notables sur la commune. Il s'agit de :

1. La Voie ferrée Bordeaux-Sète classée en catégorie 1 par arrêté préfectoral du 2 mars 2009.

Les constructions avoisinantes sont soumises à des prescriptions d'isolement acoustique : le constructeur doit respecter un niveau d'isolement acoustique de façade apte à assurer un confort d'occupation des locaux. La zone affectée par le bruit sur laquelle les prescriptions d'isolation doivent être prises équivaut à une bande de 300 m de large de chaque côté de la voie.

Outre les prescriptions liées au bruit, la présence de la voie ferrée entraîne l'application de servitudes d'utilité publique telles que :

- la servitude d'alignement : procédure par laquelle l'administration détermine les limites du domaine public lorsqu'un riverain souhaite ériger une construction ou une clôture en limite de propriété du domaine public.
- la servitude d'écoulement des eaux : les riverains des chemins de fer doivent recevoir les eaux naturelles telles qu'eaux pluviales provenant normalement de la voie ferrée ; ils ne doivent pas empêcher le libre écoulement.
- la servitude de distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés : à défaut d'arrêté municipal ou préfectoral, la distance de plantation est fixée à 2 m de la limite légale de propriété
- la servitude relative aux constructions : Aucune construction ne peut être érigée à moins de 2 m de la limite de propriété (des marges de reculement plus importantes peuvent être prévues dans le PLU).
- la servitude relative aux excavations : Aucune excavation ne peut être effectuée en bordure de la voie ferrée lorsque celle-ci se trouve en remblai de plus de 3 m au dessus du terrain naturel, dans une zone de largeur égale à la hauteur du remblai à partir du pied de talus.
- la servitude de visibilité aux abords des passages à niveau : cette servitude peut comporter selon les cas l'obligation de supprimer ou d'interdire les obstacles gênant la bonne visibilité aux abords des passages à niveau (murs, plantations, talus).

2. La route départementale 1113 est classée en catégorie 3 par arrêté préfectoral du 30/01/03.

Classée en catégorie 3, le secteur affecté par le bruit dans lequel les prescriptions acoustiques spécifiques s'appliquent équivaut à une bande de 100 m de chaque côté de la voie.

L'article L. 111-1-4 du code de l'urbanisme prévoit, sauf exceptions, qu'en dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des routes classées à grande circulation (amendement Dupont). La RD 1113 est concernée par cette disposition.

Toutefois, étant donné qu'il n'y a pas de discontinuité bâtie supérieure à 140 m sur Castres-Gironde le long de la RD 1113, on considère que l'amendement Dupont ne s'applique pas sur la commune.

4.3 Nuisances olfactives

Il n'est pas recensé de nuisances olfactives notables sur la commune.

4.4 Pollution des sols

La base de données « Basol » du ministère de l'environnement relative aux sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif, nous renseigne sur les sites et sols pollués recensés sur le territoire national. Sur la commune de Castres-Gironde, aucun site pollué n'est répertorié.

La base de données « Basias » également du ministère de l'environnement (inventaire des anciens sites industriels et activités de service) recense quant à elle deux anciennes stations services (Moncade et Shouarz) sans précision quant à une éventuelle pollution du site. Selon les informations disponibles, il n'existerait donc pas de sites pollués connus sur la commune.

La seule pollution probablement existante mais qu'il n'est pas possible de quantifier est une pollution diffuse des sols par l'épandage de produits de synthèse notamment pour l'agriculture et l'entretien des chaussées et voiries.

4.5 Pollutions des milieux aquatiques

Les informations de qualité des eaux superficielles disponibles concernent les deux principaux cours d'eau de la commune, la Garonne et le Gât-Mort.

La commune se situe à l'aval du bassin versant du Gât Mort et de la Garonne. Les cours d'eau drainent donc des pollutions provenant de l'ensemble des bassins versants.

En ce qui concerne le Gât Mort, l'évaluation de la qualité des eaux se fait à la station du Gat Mort à Villagrains (pont de la RD 651 sur St Magne).

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive Cadre Européenne et du nouveau SDAGE Adour Garonne, la masse d'eau dite « Gât-Mort » poursuit un objectif de bon état chimique en 2015 et écologique (bon état global) en 2021.

L'état des lieux réalisé dans le cadre du SDAGE (état des lieux 2004) affichait les types de pression suivants :

Nature des pressions	Niveau de pression	Evolution
Agricole	Faible	Stable
Domestique	Moyenne	Stable
Industrielle	Faible	Stable
Ressource	Faible	Stable
Morphologie	Moyenne	Stable
Agricole Nitrates	Faible	Stable
Agricole Pesticides	Faible	Stable
Autres micropolluants	Faible	Stable

Sur la base des données 2006-2007, l'évaluation de l'état de la masse d'eau dans le cadre du SDAGE 2010 a fait apparaître un état écologique mesuré de qualité médiocre (paramètre déclassant : oxygène) et un état chimique de bonne qualité.

En 2009, état écologique et chimique étaient en revanche tout deux de mauvaise qualité (déclassement pour le paramètre carbone organique concernant l'état écologique et pour le chloroforme et le mercure pour l'état chimique).

En 2008, seul l'état écologique était mesuré et de qualité moyenne avec un déclassement du au paramètre carbone organique)

La station de mesure de qualité située à St Selve au niveau du pont de la RD 119 (Réseau National de Données sur l'Eau) a également permis jusqu'à 2008 de mettre en évidence une qualité des eaux médiocre (2005 et 2008) ou mauvaise (2006 et 2007) due à un paramètre déclassant : les matières organiques et oxydables (MOOX) qui correspondent à une pollution organique des eaux dont l'effet principal est une asphyxie du milieu. Ce type de pollution s'explique souvent par des rejets d'assainissement non ou insuffisamment dépollués.

En ce qui concerne la Garonne, elle est répertoriée sur le secteur en masse d'eau de transition FRFT33 (Estuaire Fluvial Garonne Amont) pour laquelle est fixé un objectif d'atteinte du bon état global en 2027 (bon état écologique en 2021 et chimique en 2027).

L'état des lieux réalisé dans le cadre du SDAGE (état des lieux 2004) affichait les types de pression suivants :

Nature des pressions	Niveau de pression	Evolution
Pressions polluantes (rejets urbains, industriels, d'origine portuaire ou agricole)	Forte	En baisse
Pression sur le vivant (par la pêche et prélèvements, activités de dragage et d'extraction de granulats, cultures marines)	Faible	Stable
Pressions morphologiques (artificialisation du trait de côte (digues, ouvrages portuaires) ou de la zone de balancement des marées (zones conchylicoles), activités de dragage et à la pêche aux trainants)	Faible	stable

L'état écologique et chimique de la masse d'eau n'a pas été évalué. La masse d'eau est classée en Risque de non Respect des Objectifs Environnementaux dans l'état des lieux de 2004.

Selon les données évaluées selon les référentiels du SEQ Eau entre 2005 et 2008 (Système d'évaluation de la qualité des eaux) à la station de mesure de Le Tourne, la qualité de l'eau de la Garonne alternait entre médiocre et mauvaise. Les matières phosphorées (PHOS), organiques et oxydables (MOOX), azotées (AZOT) et les nitrates sont les principaux éléments déclassants.

4.6 Qualité de l'air

Aucune donnée précise ne permet de décrire la qualité sur la commune de Castres-Gironde. Hors d'un contexte urbain fort on peut présumer d'une qualité de l'air globalement bonne.

A noter également qu'il n'existe aucune source de rejets notables dans l'atmosphère sur la commune et les zones environnantes.

Hors d'un centre urbain important, la commune ne souffre pas à priori de problèmes de formation d'ozone qui se forme lorsque absence de vent, rayonnement solaire et rejets de certains polluants (dioxyde de carbone et oxyde d'azotes notamment).

Les pollutions de l'air notables seraient celles liées à la circulation automobiles (non quantifiée). Les zones touchées sont les grands axes de circulation ainsi que les zones urbaines où la circulation automobile est importante, bourg de Castres-Gironde par exemple.

Une pollution de l'air serait également induite par l'utilisation des produits phytosanitaires pulvérisés en période de traitement.

Selon une étude réalisée par Airaq en 2004 sur la commune de Rauzan (commune viticole de l'Entre deux Mers en Gironde), il est possible qu'une pollution diffuse de l'air soit notée en période de traitement des vignes.

L'étude fait apparaître la présence dans l'air d'un mélange de produits phytosanitaires dont les concentrations sont extrêmement dispersées et dont les teneurs varient du seuil de détection à plusieurs centaines de nano grammes par m³ d'air (ng/m³). Les substances actives détectées en plus grande quantité sont le folpel et le chlorpyrifos éthyl qui sont respectivement un fongicide et un insecticide employés dans les traitements agricoles.

Il est ressorti de l'étude que les produits phytosanitaires se retrouvent d'autant plus facilement dans l'air que les traitements agricoles à proximité sont importants.

L'absence de réglementation et de valeur de référence pour les teneurs dans l'air de ce type de produits rend toute conclusion en terme d'impact sur l'environnement et la santé humaine difficile.

Par ailleurs, le vent est un élément dispersant sur ce secteur caractérisé par un paysage agricole ouvert.

Le cadre de vie de la commune est encore assez privilégié par rapport aux nuisances de toutes sortes qui peuvent troubler la salubrité et la tranquillité publique.

On ne note pas de source de pollution importante sur la commune en dehors de pollutions diffuses. Les principales nuisances pour la population sont liées aux désagréments sonores causés par la RD 1113 et la voie ferrée Bordeaux-Sète, également à l'origine d'un risque en terme de sécurité des personnes pour ce qui concerne la RD 1113.

5. Les risques majeurs

5.1 Les risques naturels

La commune de Castres-Gironde recense plusieurs risques naturels recensés dans le porter à connaissance ou sur le site Internet de prévention des risques majeurs, prim.net.

Certains événements de survenance d'aléa ont fait l'objet d'arrêtés de catastrophe naturelle (inondations et coulées de boue, mouvements de terrains différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols).

5.1.1 *Le risque inondation*

5.1.1.1 Le risque de débordement de la Garonne et du Gât Mort

La commune de Castres Gironde est concernée par le risque d'inondation par débordement de la Garonne et de son affluent le Gât-Mort.

Un plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) « Vallée de la Garonne » a été approuvé par arrêté préfectoral du 24/10/05. Ce document vaut servitude d'utilité publique en application des dispositions du code de l'urbanisme (article L. 126-1).

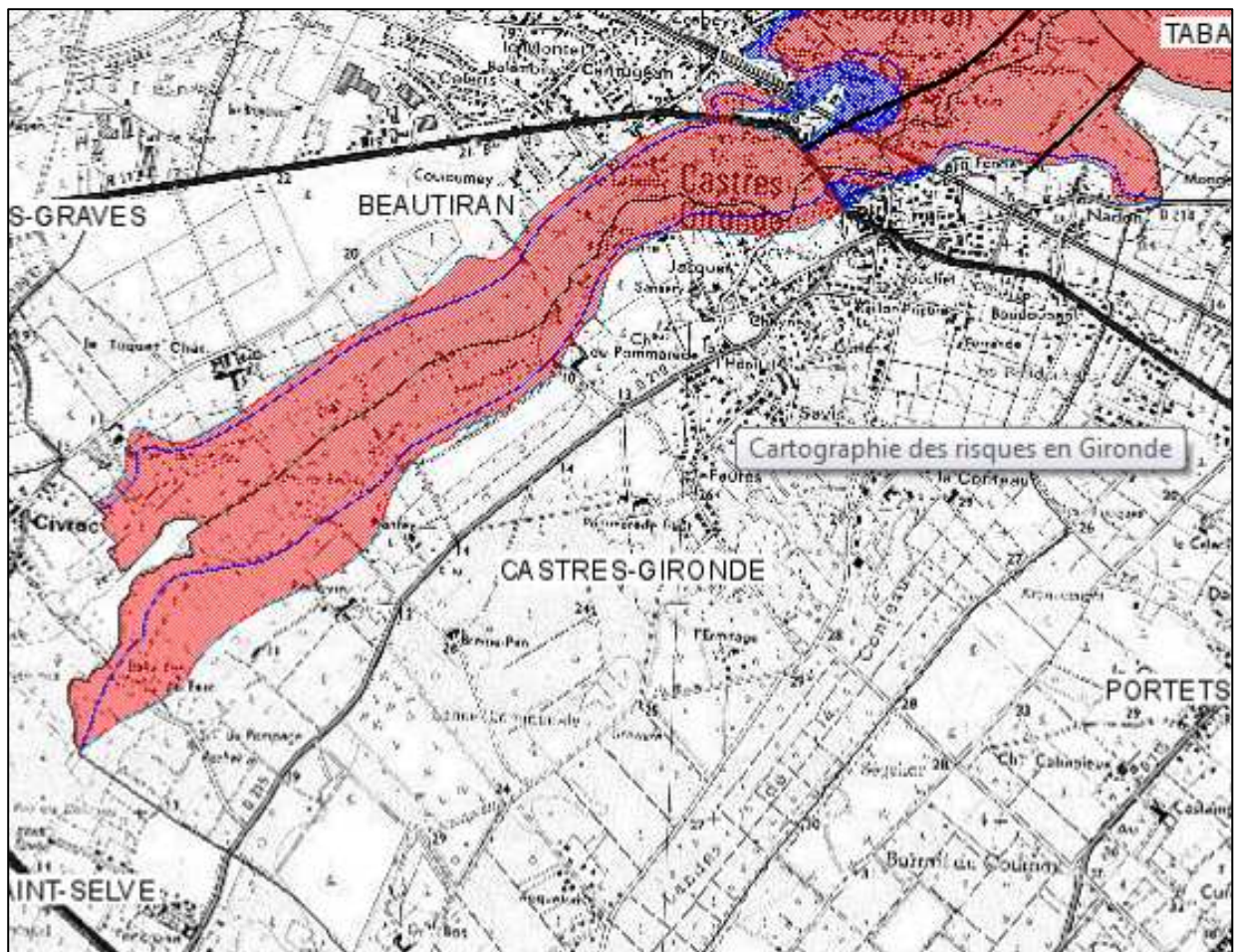
Le PPRI classe une partie du territoire communal situé sur les basses vallées de la Garonne et du Gât-Mort en zone rouge inconstructible où la hauteur d'eau en crue est potentiellement supérieure à 1 m. L'ensemble du linéaire communal de la Garonne et du Gât-Mort est concerné par la zone rouge inconstructible.

Une partie des franges du bourg de Castres-Gironde est également classé en zone bleue, secteur d'aléa plus faible avec une hauteur d'eau inférieure à 1 m où les constructions sont autorisées sous réserve du respect de certaines prescriptions relatives à la mise en sécurité des bâtiments.

La carte ci-dessous illustre le zonage de la zone inondable (rouge et bleue) sur Castres-Gironde et les communes limitrophes.

Remarque :

Nous ne disposons pas de cartes du risque inondation plus précises que celles reproduites en page suivante et extraite du PPRI. Le service risque de la DDTM ne nous a pas transmis une éventuelle carte de l'atlas des zones inondables de la Gironde plus détaillée (couche SIG par exemple) en réponse à notre consultation.



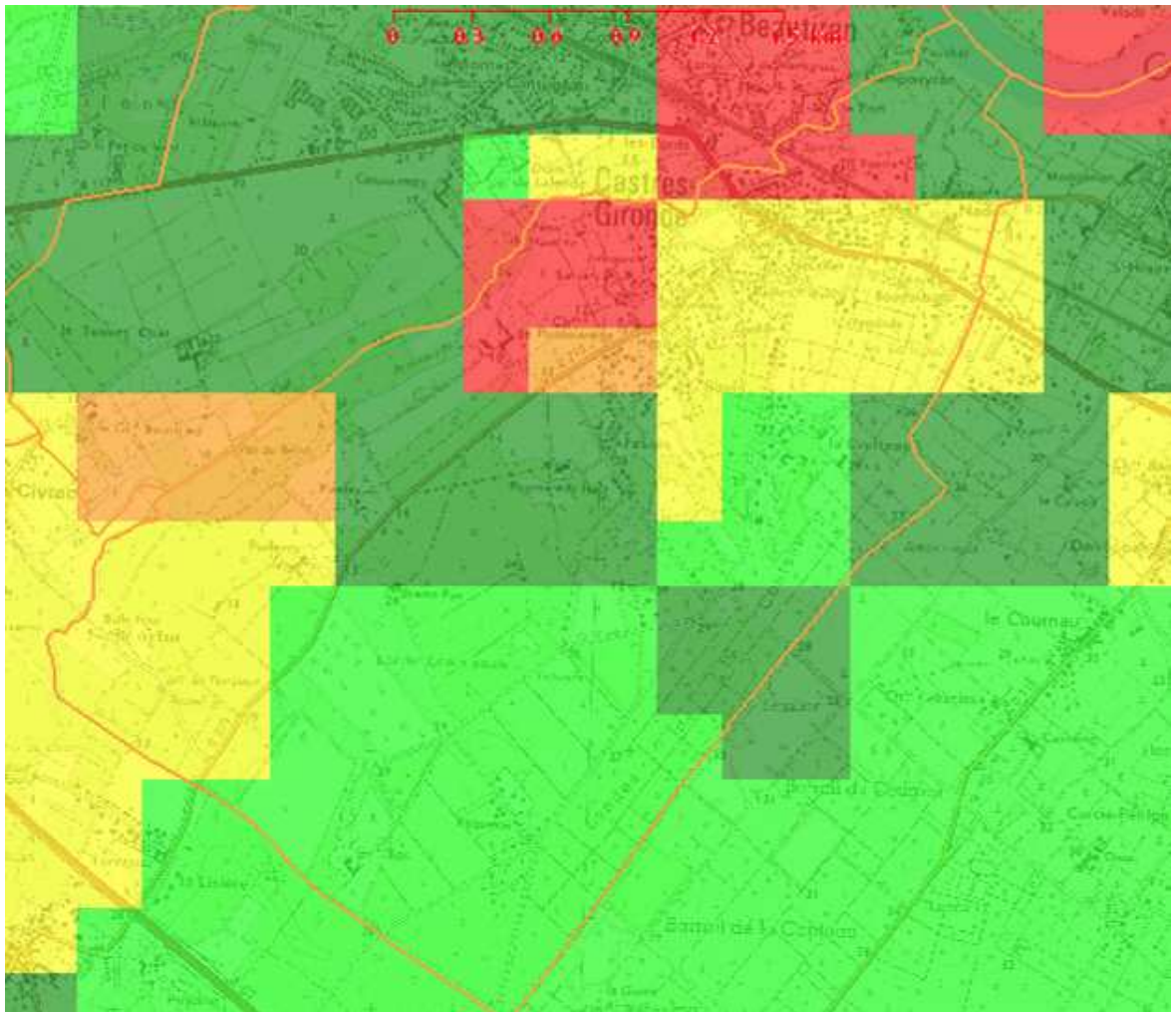
Cartographie du PPRI vallée de la Garonne sur le secteur d'étude
Source : cartorisque

5.1.1.2 Le risque de remontée de nappe phréatique

La cartographie reproduite ci-dessous est extraite du site prim.net. L'échelle est assez grossière, mais cette cartographie permet de renseigner le niveau d'aléa par secteur dans la commune.

Une partie du bourg en limite de Beautiran, ainsi qu'une partie de la vallée du Gat Mort apparaissent notamment en aléa très fort (risque maximum).

Le reste de la zone urbaine est plutôt classé en risque moyen, excepté sur le secteur de Pommarède où un aléa fort est également diagnostiqué.



Légende des remontées de nappes

Cartographie du risque de remontée de nappes sur Castres-Gironde et les environs Source : prim.net

	Nappe sub-affleurente
	Sensibilité très forte
	Sensibilité forte
	Sensibilité moyenne
	Sensibilité faible
	Sensibilité très faible
	Non réalisé

Dispositions à prendre en compte dans les zones à priori sensibles :

Une partie des zones où l'aléa peut être qualifié d'important est cartographié en zone rouge du PPRI. Dans ce cas, l'inconstructibilité de la zone permet d'éviter l'exposition des constructions et populations à l'aléa.

En l'absence de plan de prévention des risques, il convient d'appliquer le principe de précaution dans les zones révélées comme sensibles.

Le BRGM préconise un certain nombre de recommandations. Lorsque les conditions sont réunies pour que le phénomène se produise, celui-ci ne peut être évité.

En revanche, certaines précautions doivent être prises pour éviter les dégâts les plus importants, à savoir :

- ✓ Eviter la construction d'habitations dans les dépressions ;
- ✓ Déconseiller la réalisation de sous-sol dans les secteurs sensibles ou réglementer leur conception (préconiser que le sous-sol soit non étanche, que le circuit électrique soit muni de coupe-circuit sur l'ensemble des phases d'alimentation, y réglementer l'installation des chaudières et des cuves de combustible, y réglementer le stockage des produits chimiques, des phytosanitaires et des produits potentiellement polluants,...) ;

- ✓ Ne pas prévoir d'aménagements de type collectifs (routes, voies ferrées, trams, édifices publics, etc.) dans ces secteurs ;
- ✓ Mettre en place un système de prévision du phénomène. Un tel système doit être basé sur l'observation méthodique des niveaux de l'eau des nappes superficielles.

5.1.2 Le risque retrait gonflement des argiles

La commune est répertoriée comme étant soumise au risque de retrait gonflement des argiles dans le dossier départemental des risques majeurs de la Gironde.

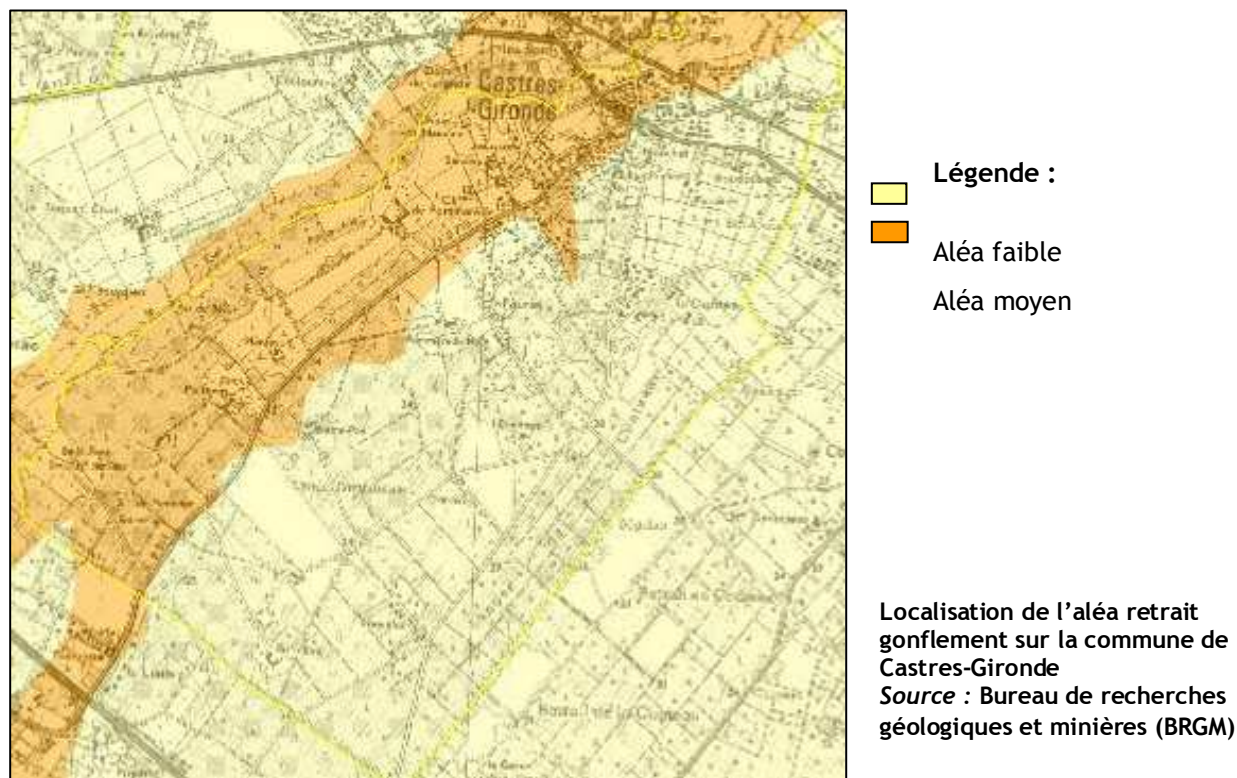
L'étude d'aléas réalisée fin 2005 pour le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable a mis en évidence deux types de sensibilité pour la commune :

Fort :	-
Moyen :	35 %
Faible :	65 %

La zone de risque la plus significative (aléa moyen) est localisée le long de la vallée du Gât Mort.

Désigné aussi sous le vocable de " mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation ", le retrait-gonflement des sols qualifie la propriété de ces sols à changer de volume en fonction de leur capacité d'absorption. Les sols les plus sensibles à ce risque sont principalement d'assise argileuse. Ils se comportent comme " une éponge " en se gonflant (augmentant leur volume) lorsqu'ils s'humidifient et, au contraire, en se tassant (rétractation) en période de sécheresse.

Ce retrait gonflement successif de matériaux argileux, accentué par la présence d'arbres à proximité dont les racines précipitent le processus, engendre des dommages importants sur les constructions qui peuvent compromettre la solidité de l'ouvrage : fissures des murs et cloisons, affaissements de dallage, rupture de canalisations enterrées...



Dans les zones où l'aléa est qualifié de faible, la survenance de sinistres est possible en cas de sécheresse importante mais ces désordres ne toucheront qu'une faible proportion des bâtiments (en priorité ceux qui présentent des défauts de construction ou un contexte local défavorable, avec par exemple des arbres proches ou une hétérogénéité du sous-sol).

Le plan de zonage et les prescriptions réglementaires devront prendre en compte ce risque en limitant les constructions dans les secteurs les plus sensibles (ce qui est facilité par le fait qu'une partie de ce secteur soit également concernée par le PPRI et Natura 2000).

Sur les secteurs soumis au risque retrait-gonflement des argiles (ensemble de la commune en aléa moyen ou faible), une étude à la parcelle est recommandée (même dans les zones d'aléa considérées comme faible par le BRGM) afin d'adapter au mieux les constructions. En mesures préventives, des préconisations de renforcement des fondations, d'adaptation de la morphologie des constructions, d'éloignement des arbres ou d'étanchéité des abords peuvent être prises pour se prémunir des mouvements d'argiles.

Le BRGM préconise ainsi :

« Il est en effet possible de construire, sans surcoût notable, même dans les zones où l'aléa retrait-gonflement est considéré comme élevé. Il suffit pour cela : d'approfondir les fondations pour qu'elles soient ancrées dans un terrain peu sensible aux variations saisonnières d'humidité ;

- D'homogénéiser ces profondeurs d'ancrage pour éviter les dissymétries (en particulier sur les terrains en pente) ;

- De réaliser un trottoir étanche autour de la maison pour limiter l'évaporation à proximité immédiate des façades ;

- De maîtriser les eaux de ruissellement et les eaux pluviales pour éviter leur infiltration au pied des murs ;

- De ne pas planter d'arbres trop près de la maison,... »

5.1.3 Le risque incendie

5.1.3.1 le risque feu de forêt

En raison de sa surface boisée notamment sur sa partie sud et du nombre de départ de feux de enregistrés, Castres-Gironde est classée dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs comme étant exposé au risque feu de forêt. Rappelons que 51% de la superficie communale est recouverte de boisements constitués majoritairement de pins maritimes dont la vulnérabilité au feu n'est plus à démontrer.

Le lieu-dit Roqueton, enclavé dans le massif forestier, paraît particulièrement concerné.

La commune étant classée commune forestière, les règles de débroussaillage imposées par la loi n°2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt doivent être appliquées.

On entend par débroussaillage les opérations dont l'objectif est de diminuer l'intensité et de limiter la propagation des incendies par la réduction des combustibles végétaux en garantissant une rupture de la continuité du couvert végétal et en procédant à l'élagage des sujets maintenus et à l'élimination des rémanents de coupes.

L'obligation de débroussaillage telle qu'elle découle des articles L. 321-5-3 et L. 322-3 précités, s'applique autour des constructions de toute nature en fonction de l'occupation des sols, en secteur urbanisé ou non urbanisé, en bordure des infrastructures de transport et de distribution ainsi qu'en présence de certaines activités et installations particulières.

La zone à débroussailler s'étend notamment sur un rayon de 50 mètres autour des constructions, chantiers travaux, et installations de toute nature ainsi que sur une bande de 10 mètres de part et d'autres de l'emprise des voies privées donnant accès à ces constructions.

Le débroussaillage est à la charge des propriétaires et doit être terminé avant le 30 juin.

Etant donné sa situation, la commune se voit appliquer les dispositions du règlement départemental de protection de la forêt contre l'incendie dans le département de la Gironde approuvé par arrêté préfectoral en date du 11 juillet 2005 et notamment, du fait de son statut de commune à dominante forestière le titre II de cet arrêté, qui réglemente les activités, l'utilisation des véhicules et les aménagements.

Le SDIS incite à engager les mesures de prévention suivantes :

- Création d'accès de secours entre la forêt et les constructions.

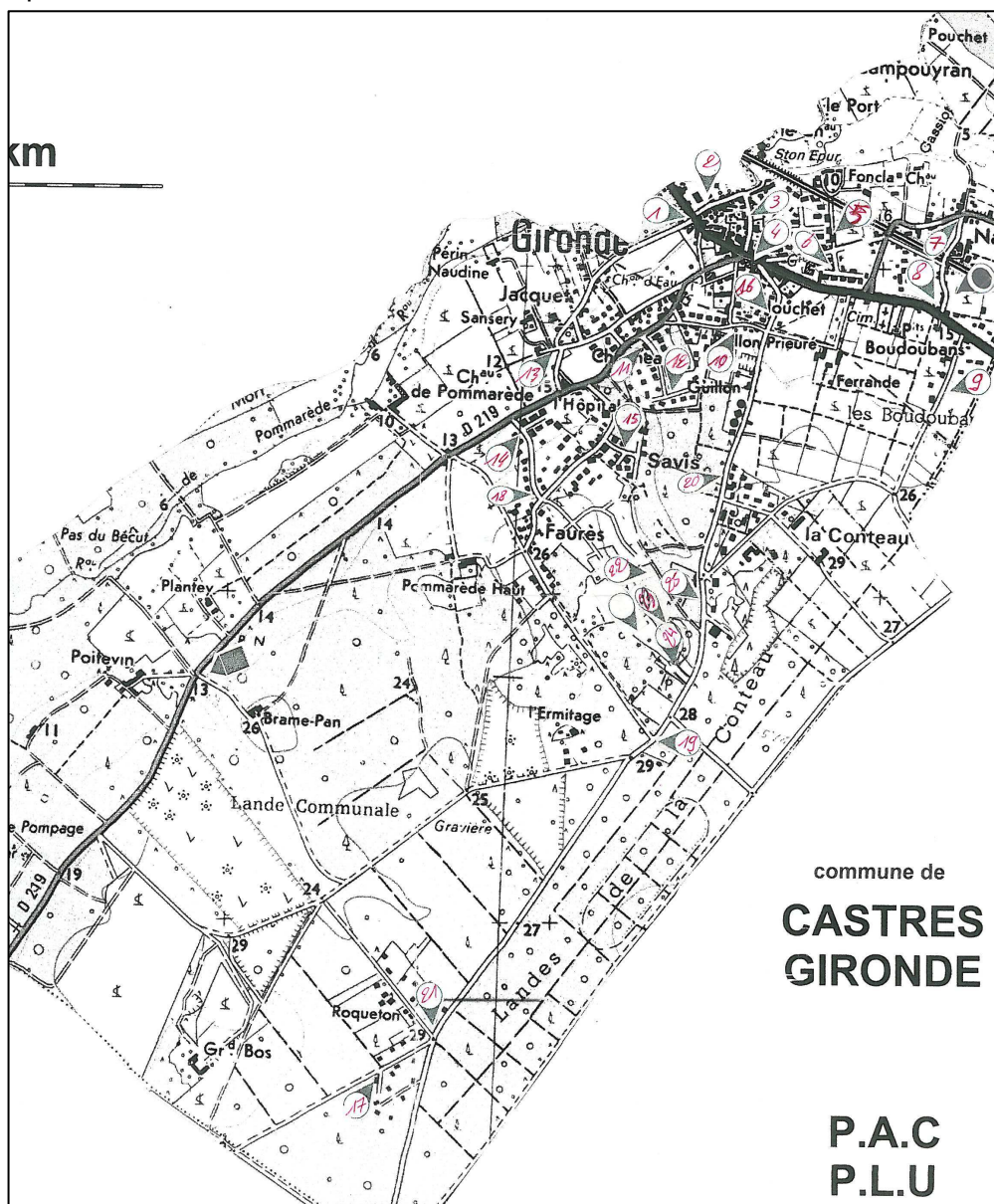
- Création de « zones tampon » permettant aux secours la mise en place de dispositifs de lutte suffisamment en amont des constructions.
- Refus de l'habitat isolé au sein du massif forestier.
- Mise en place de franchissement des fossés pour les engins de défense incendie.

5.1.3.2 La défense incendie

L'évaluation des besoins en eau pour la lutte contre l'incendie est fixée par des textes anciens que sont les circulaires interministérielle n°465 du 10 décembre 1951, du 20 février 1957 et du 9 août 1967 selon lesquels :

3. les services de secours doivent disposer sur place de 120 m³ minimum d'eaux utilisables en deux heures.
4. Les prises d'eau ne doivent pas être distants de plus de 200 m des constructions à protéger et être implantés sur une voie accessible d'une largeur minimale de 3 m (possibilité toutefois pour le maire de repousser cette distance à 400 m en cas d'évaluation du risque très faible).

Selon le rapport transmis par le service départemental d'incendie et de secours, le lieu-dit « Poitevin » à proximité de la RD 219 n'est pas défendu, le point d'eau le plus proche étant situé à plus de 200 m.



Carte de localisation des points de défense incendie sur la commune
Source : Porter à connaissance, SDIS

5.1.4 Le risque sismique

Dans le cadre de la nouvelle cartographie de la sismicité en France publiée le 30 avril 2011 (nouvelle réglementation parasismique entrée en vigueur le 1^{er} mai 2011), notons pour information que la commune est classée en zone de sismicité 1 (sur une échelle de 5), soit un risque très faible. Aucune contrainte de construction particulière ne s'applique pour cette zone.

Ainsi, les vallées de la Garonne et du Gât Mort présentent une grande sensibilité vis-à-vis du risque inondation mais également du risque retrait gonflement. La grande partie du plateau communal présente quant à lui une sensibilité importante vis-à-vis du risque incendie. Il n'y a guère que le secteur du bourg qui puisse être considéré comme non soumis à un aléa naturel en terme de sécurité des biens et des personnes.

5.2 Les risques technologiques

5.2.1 Installations classées pour la protection de l'environnement

Aucune installation classée au titre de la protection de l'environnement (installations soumises à un régime de police administrative spéciale) n'est répertoriée par la DREAL Aquitaine sur la commune de Castres-Gironde.

Il s'agit plus précisément d'installations présentant « des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature ou de l'environnement, la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique » (article L. 511-1 du code de l'environnement).

5.2.2 Anciens sites industriels

Comme nous l'avons vu, on ne recense pas non plus d'anciens sites industriels présentant un danger quelconque pour la sécurité, la salubrité ou la tranquillité publique à l'exception de deux anciennes stations services.

5.2.3 Risque lié au transport de matières dangereuses (TMD)

Le dossier départemental des risques majeurs reste muet quant au risque lié au transport de matières dangereuses.

Il ressort toutefois que la commune est soumise à ce risque du fait de la présence sur son territoire de la voie ferrée Bordeaux-Langon, de la RD 1113 et de l'A62 en limite sud de commune, voir même de la RD 219.

Il s'agit d'un risque d'explosion, d'incendie, de déversement de substances nocives pour la santé et l'environnement en cas d'incident ou d'accident lors du transport de ces matières par la route ou le chemin de fer.

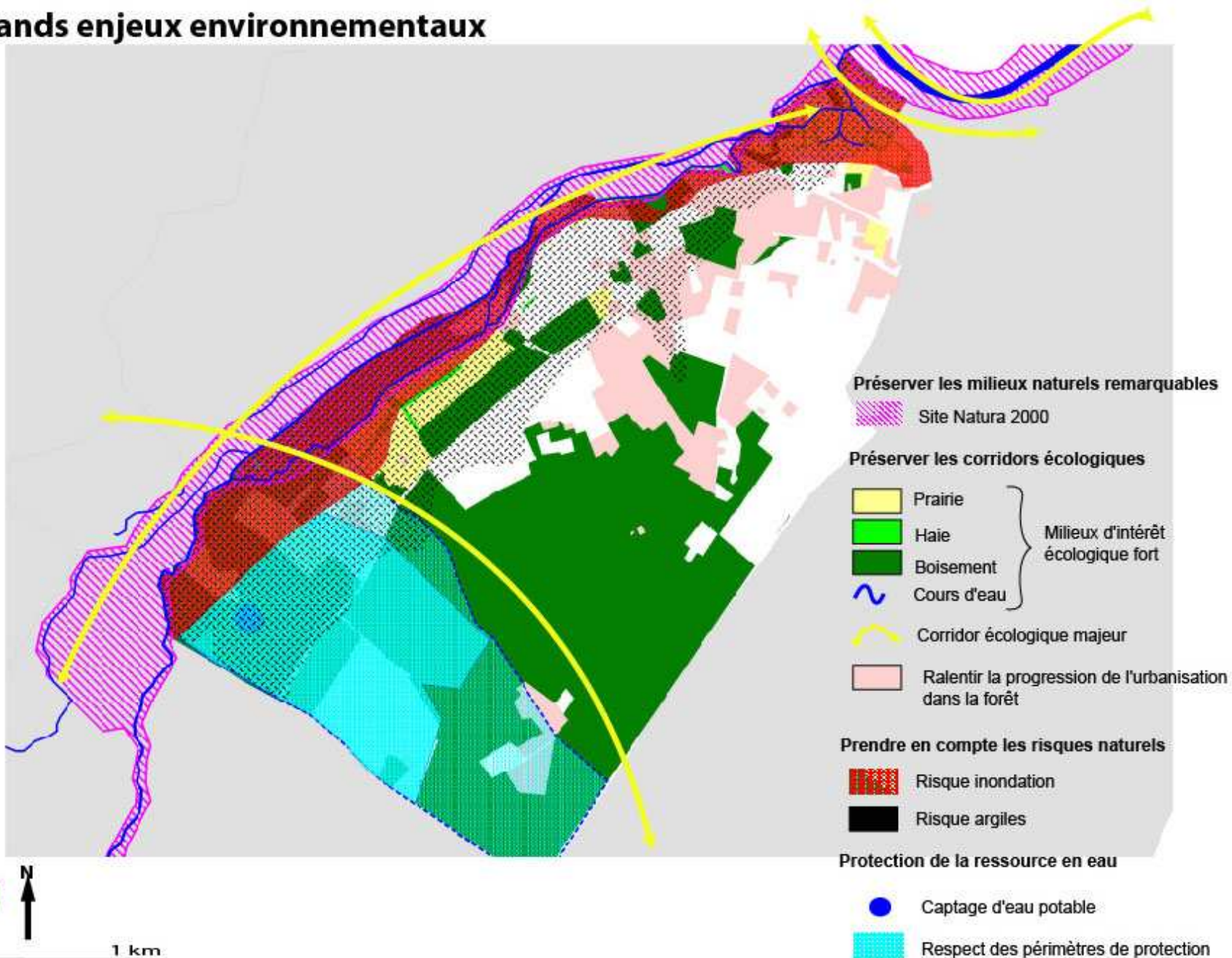
Ainsi, la commune ne recense pas de risque technologique sur son territoire en dehors du risque aléatoire lié au transport de matières dangereuses (selon les informations dont nous disposons).

6. Récapitulatif des enjeux de la commune

Thématiques	Principaux enjeux liés au thème	Pressions liées aux activités humaines
Environnement physique	Les vallées de la Garonne et du Gât Mort (Enjeux hydrauliques, environnementaux et paysagers) Le massif boisé	Urbanisation du bassin versant (artificialisation du sol en général), intensification agricole, modifiant les écoulements et les capacités de rétention sur le bassin versant
Biodiversité et milieux naturels	<ul style="list-style-type: none"> - la Vallée de la Garonne Milieu d'intérêt écologique fort (Natura 2000, zones humides, trames vertes et bleues, axe de migration piscicole) - Vallée du Gât Mort Milieu d'intérêt écologique fort (Natura 2000, zones humides, trames vertes et bleues). - Espace boisé de la commune Nature dite ordinaire mais services rendus importants en terme de rétention des eaux, de régulation du climat, de captage de gaz à effet de serre, de biodiversité « ordinaire » mais qui est la plus touchée par l'artificialisation des territoires, de trame verte, d'usages récréatifs (chasse, cueillette, promenade). - Espaces prairiaux et linéaires de haies boisées Foyers de biodiversité et corridors écologiques Vestiges d'éléments paysagers structurant en zone agricole (arbres isolés, haies, bois mares,...). 	<p>Intensification agricole, fermeture du milieu par abandon de l'agriculture extensive traditionnelle, plantations de peupliers, pollution de l'eau (station d'épuration, pollution diffuse)</p> <p>Pressions identiques à celles rencontrées sur la vallée de la Garonne auxquelles s'ajoutent la modification des peuplements arborés en bordure de cours d'eau dans la zone forestière (transformation de la forêt galerie de feuillus en pinède)</p> <p>Urbanisation, exploitation de granulats, dépôts sauvages d'ordures</p> <p>Intensification agricole Urbanisation diffuse Evolution vers la friche des espaces prairiaux</p>
Les ressources et leur gestion	<p>Gestion de la ressource en eau potable</p> <p>Gestion des eaux usées et amélioration des systèmes d'assainissement</p> <p>Gestion des eaux pluviales</p> <p>Préservation des zones AOC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Demande croissante en eau potable à l'échelle du syndicat - Dégradation de la qualité de l'eau qui nécessite des coûts de traitement plus importants - Saturation de la station d'épuration et risque pour la qualité de l'eau du milieu récepteur jusqu'à la mise en marche de la nouvelle station d'épuration intercommunale de Portets sur Garonne. - Systèmes d'assainissement autonome perfectibles - Imperméabilisation des sols entraînant des quantités plus importantes d'eau ruisselée et à l'origine d'une pollution des eaux par transfert de polluants <p>Urbanisation</p>
Les pollutions et nuisances	<p>Nuisances sonores</p> <p>Pollutions diffuses des eaux et de l'air</p> <p>Diminuer les quantités de déchets</p>	<p>Nuisances générées par la RD 1113 et la voie ferrée</p> <p>Risque de non atteinte du bon état écologique et chimique des cours d'eau voulu par le DCE Eventuel risque pour la santé</p>

Thématiques	Principaux enjeux liés au thème	Pressions liées aux activités humaines
Les risques majeurs	<p>Gestion du risque incendie (feu de forêt+incendie en zone urbaine)</p> <p>Gestion du risque inondation (vallées de la Garonne et du Gât Mort) Et gestion du risque remontée de nappes phréatiques</p> <p>Gestion du risque Retrait gonflement argiles</p> <p>Gestion du risque Transport de matières dangereuses (RD 1113, voie ferrée et A62) : risque de pollution, d'explosion</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Habitations proches de zones boisées (notamment des zones de pinède très sensibles aux incendies) - Risque d'inondation pour les biens et les personnes - Imperméabilisation des sols augmentant les volumes d'eau et les hauteurs d'eau en aval - Non prise en compte des préconisations du BRGM (pour le risque remontée de nappes) - Non prise en compte des préconisations du BRGM - Risque accru par les constructions proches des axes dangereux

Les grands enjeux environnementaux



0 1 km

Environnement

